Dépêche No. 1227 | 3 September 2026

La cohésion sociale en Afrique : Liens, appartenance et bien commun

Dépêche No. 1227 d'Afrobarometer | Ariel Astant Tianjoky, Dominique Dryding et Maakwe Cumanzala

Introduction

La cohésion sociale désigne le degré auquel les individus se sentent appartenir à une société, se font confiance, coopèrent pour le bien commun et croient que les institutions publiques traitent les citoyens équitablement (Burchi et al., 2026). En Afrique, où la diversité, la mobilité et le développement inégal façonnent les relations sociales, les migrations constituent un test important de la cohésion sociale en soulevant des questions d'appartenance, d'identité et d'inclusion.

A partir des données d'Afrobarometer Round 10 issues de 50.961 entretiens menés dans 38 pays africains (2024/2025), ce Profil Panafricain examine la confiance interpersonnelle, la tolérance sociale, l'identité, les attitudes envers les immigrants, la confiance et l'équité institutionnelles, ainsi que la coopération pour le bien commun.

Les résultats montrent que si la confiance diminue à mesure que la distance sociale s'accroît au sein de la société, la tolérance sociale demeure élevée : Une large majorité des Africains acceptent les voisins d'origines ethniques, de religions, d'appartenances politiques et, dans une moindre mesure, de nationalités différentes. L'immigration constitue une limite à l'inclusion : Moins de la moitié des Africains estiment que les immigrants sont bénéfiques pour l'économie, et une majorité d'entre eux sont favorables à une réduction du nombre de demandeurs d'emploi et de réfugiés étrangers admis, l'Afrique du Sud affichant certaines des positions les plus restrictives du continent.

La plupart des Africains attachent autant d'importance à leur identité nationale qu'à leur appartenance ethnique ; beaucoup leur en accordent une importance égale. Cependant, le sentiment d'inégalité de traitement de la part du gouvernement et du système judiciaire est largement répandu, et nombreux sont les Africains qui pensent que les juges privilégient souvent les intérêts des puissants au détriment du droit.

La solidarité informelle reste la plus forte au sein des familles, tandis que l'action civique collective est moins fréquente.

Globalement, les résultats dressent le portrait d'un continent caractérisé par des liens familiaux et communautaires forts et une grande tolérance sociale, mais par une confiance plus faible entre les groupes sociaux, des attitudes restrictives envers l'immigration, des inquiétudes quant à l'équité des institutions et un engagement civique limité. Renforcer la cohésion sociale exigera à la fois une confiance accrue entre les citoyens et les institutions qui défendent l'égalité et promeuvent l'inclusion.

Copyright ©Afrobarometer 2026

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain.)

Les Partenaires Nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par les répondants, permettant d'obtenir des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les marges d'erreur sont plus importantes pour les analyses de sous-groupes (par exemple, les groupes démographiques) en raison de la taille plus réduite des échantillons. Pour en savoir plus sur notre méthodologie d'échantillonnage, cliquez ici.

Cette analyse de 38 pays s'appuie sur 50.961 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population) pour le calcul des statistiques moyennes plurinationales.

Résultats clés

- A travers 38 pays africains, la confiance interpersonnelle diminue fortement avec l'augmentation de la distance sociale. En moyenne, 81% des Africains déclarent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance à leurs proches, contre 58% qui font confiance à leurs voisins et environ la moitié qui font confiance aux personnes d'une autre ethnie (49%) ou religion (48%).
    - La Tanzanie, la Guinée et la Gambie se distinguent par des niveaux de confiance interpersonnelle relativement élevés, tandis que le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et le Ghana figurent parmi les pays où la confiance est la plus faible.
- Les Africains sont plus tolérants que confiants. Une large majorité parmi eux accepteraient de vivre à côté de personnes d'une ethnie (87%), d'une religion (84%), d'un parti politique (81%) ou d'une nationalité (77%) différents.
    - L'acceptation des réfugiés est un peu plus faible (69%), et seulement 22% ne seraient pas gênés d'avoir comme voisins des personnes homosexuelles.
- L'immigration révèle une nette frontière en matière d'inclusion sociale. Les Africains sont partagés à parts égales quant à la contribution des immigrants à l'économie : 45% positive, 44% négative. La plupart sont favorables à une réduction, voire une suppression, de l'accueil de travailleurs étrangers (64%) et de réfugiés (70%).
- Près de neuf Africains sur 10 (85%) déclarent accorder autant d'importance à leur identité nationale qu'à leur identité ethnique. Une majorité relative (44%) de répondants affirment se sentir également attachés aux deux.
- Alors qu'une majorité (56%) d'Africains affirment que le gouvernement ne traite « jamais » leur groupe ethnique de manière injuste, quatre sur 10 disent que cela arrive « quelques fois » (24%), « souvent » (11%) ou « toujours » (6%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

- Une majorité d'Africains pensent que les personnes puissantes influencent souvent les décisions de justice (51%) et que les gens sont souvent traités de manière inégale devant la loi (59%).

- La solidarité informelle reste la plus forte au sein des familles : Près de la moitié (47%) des répondants disent avoir demandé de l'aide à des proches au cours de l'année écoulée pour joindre les deux bouts, tandis qu'un tiers (33%) se sont tournés vers des amis ou des voisins et 12% vers une organisation religieuse ou communautaire.

- Cependant, cette forte solidarité informelle ne se traduit pas facilement en action civique collective : Seuls 15% des Africains déclarent s'être joints à d'autres pour demander une action au gouvernement au cours de l'année précédente.

Confiance et tolérance au-delà de la distance sociale

La cohésion sociale repose non seulement sur l'attachement des individus à leur famille et à leur communauté, mais aussi sur leur volonté d'étendre leur confiance et leur acceptation au-delà de ces réseaux sociaux immédiats (Burchi et al., 2026 ; Hu, 2017 ; Mattes & Moreno, 2018). La confiance et la tolérance sont donc reconnues comme deux de ses fondements les plus importants (Vollhardt, Migacheva, & Tropp, 2009). La confiance traduit la foi en autrui, tandis que la tolérance reflète la volonté d'accepter et de coexister pacifiquement avec des personnes différentes de soi. Ensemble, ces deux dimensions permettent de mieux comprendre si la diversité s'accompagne des relations sociales nécessaires au fonctionnement de sociétés cohésives (Vollhardt et al., 2009 ; Mattes & Moreno, 2018).

Confiance sociale

A travers 38 pays africains, la confiance diminue en moyenne avec l'accroissement de la distance sociale. Quatre Africains sur cinq (81%)[1] déclarent faire confiance à leurs parents, au moins « partiellement », dont 63% qui expriment « beaucoup » confiance (Figure 1). Une majorité plus faible (58%) de répondants font preuve d'une confiance partielle ou totale envers leurs voisins – une forme importante de confiance indirecte qui sert de fondement à la coopération locale (Karreth, 2019). Seule environ la moitié des répondants déclarent faire confiance aux personnes d'autres groupes ethniques (49%), aux personnes d'autres religions (48%) et aux « autres citoyens » (48%).

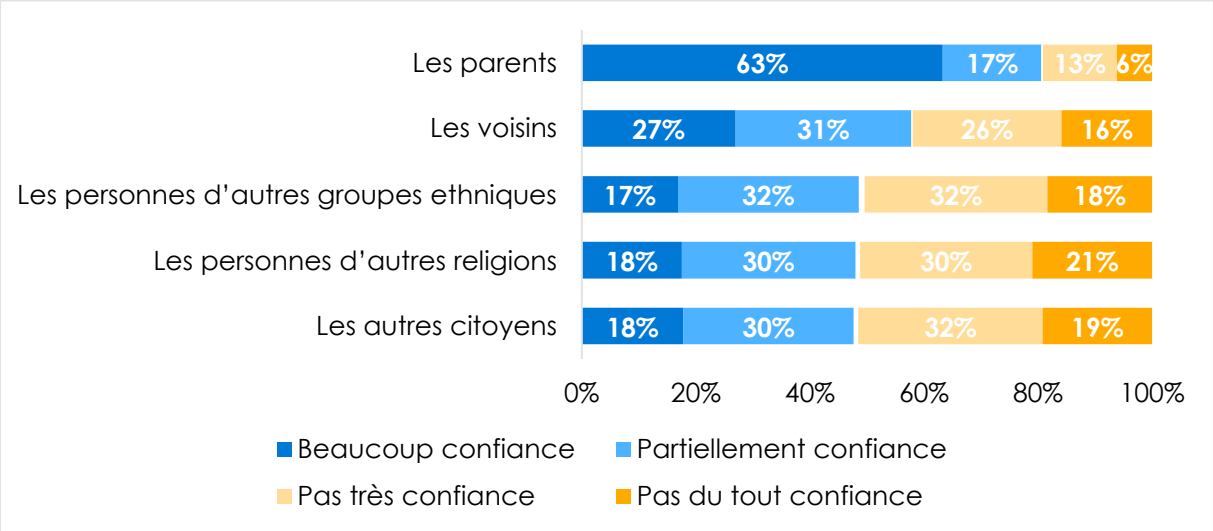
Autrement dit, environ la moitié des répondants expriment peu ou pas de confiance en dehors de leur quartier. Cette distinction entre la confiance « de cohésion » au sein de réseaux étroits et la confiance « de pont », plus faible, qui permet de tisser des liens avec la société en général (Hu, 2017 ; Mattes & Moreno, 2018 ; Fukuyama, 1999) suggère que la confiance plus large, nécessaire à la coopération dans les sociétés diverses, demeure relativement faible. Le fait qu'environ la moitié des Africains expriment peu ou pas de confiance envers les autres groupes ethniques est l'un des résultats les plus importants de cette étude, étant donné le rôle central de cette confiance dans la coopération au sein des sociétés diverses (Owusu & Malephane, 2024 ; Karreth, 2019).

Au fil du temps, le niveau de confiance envers les proches et les voisins est resté relativement stable à travers les 27 pays étudiés de manière continue depuis 2011/2013 (Figure 2). En revanche, la confiance envers des groupes sociaux plus larges a diminué depuis 2021/2023 : de 7 points de pourcentage pour les personnes appartenant à d'autres groupes ethniques,

[1] En raison de l'arrondi, les pourcentages des catégories combinées mentionnés dans le texte peuvent différer légèrement de la somme des sous-catégories présentées dans les figures (par exemple, pour les proches, 63% « beaucoup » et 17% « partiellement » totalisent 81%).

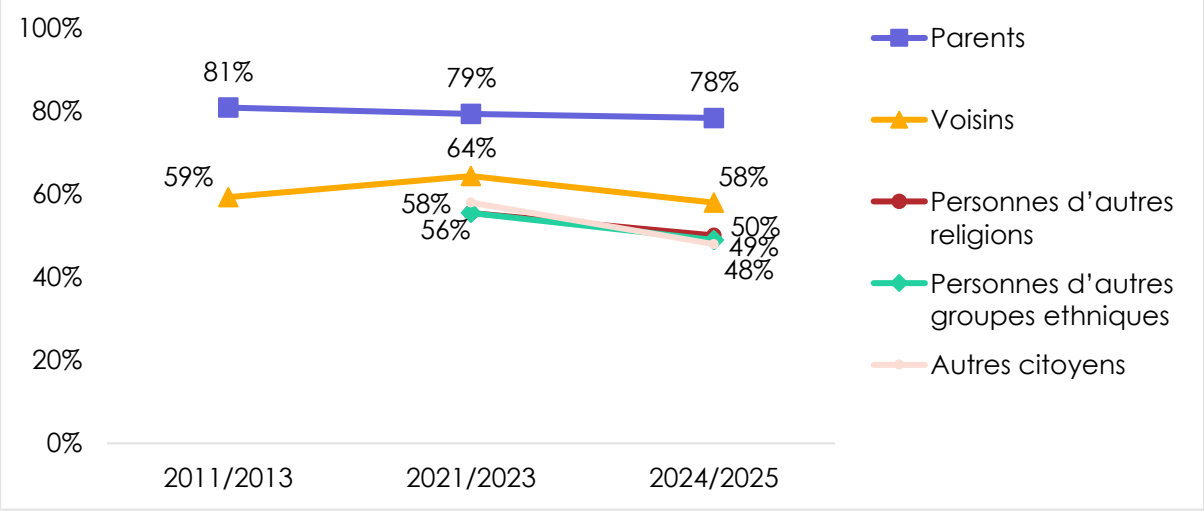
de 6 points pour les personnes appartenant à d'autres religions et de 10 points pour les autres citoyens.

Figure 1 : Confiance interpersonnelle | 38 pays* | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *A quel point faites-vous confiance aux personnes suivantes ?*
**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée en Tunisie, aux Comores et aux Seychelles.*

Figure 2 : Confiance interpersonnelle | 27 pays* | 2011-2025



Questions posées aux répondants : *A quel point faites-vous confiance aux personnes suivantes ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)*
**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée en Tunisie.*

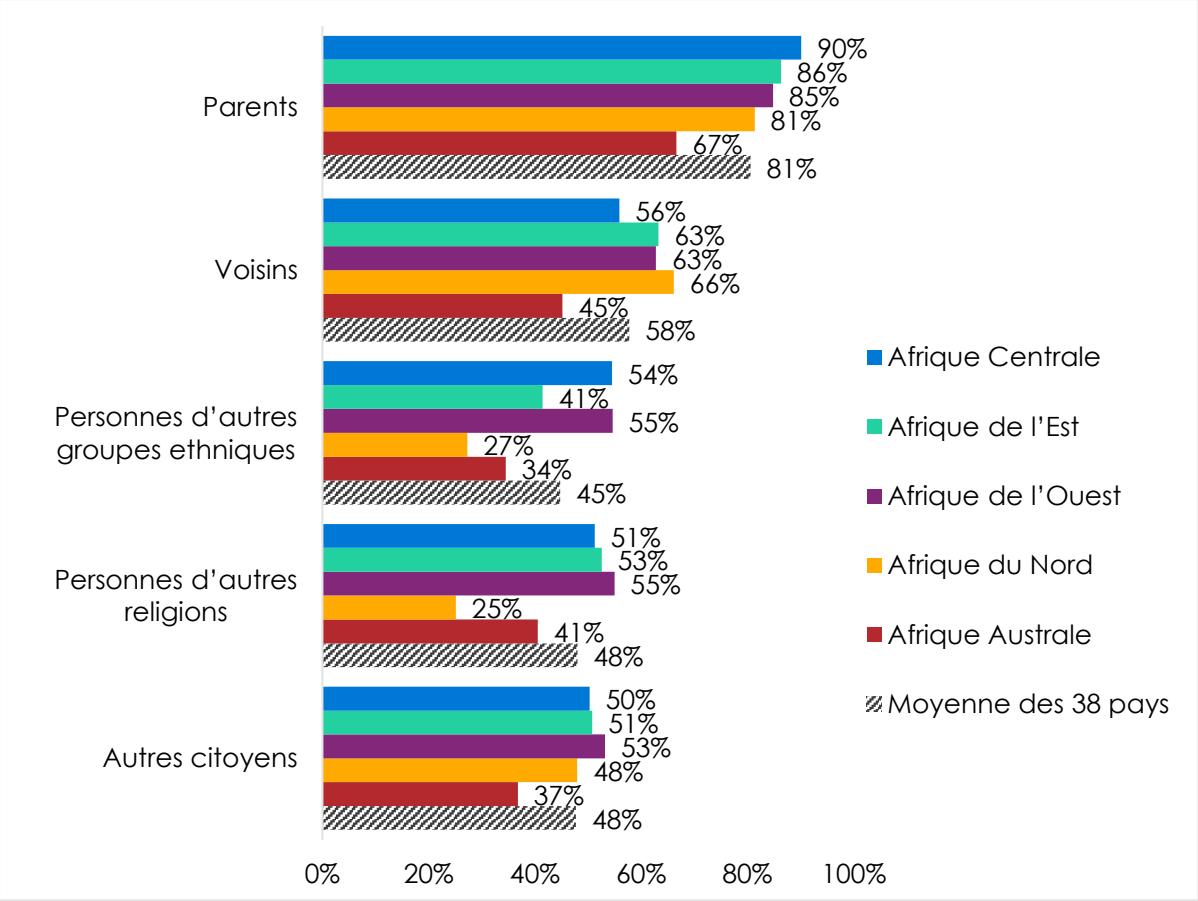
Les disparités régionales[2] sont importantes (Figure 3). La confiance envers les proches varie de 67% en Afrique Australe à 90% en Afrique Centrale. L'Afrique Australe se situe également en retrait par rapport aux autres régions pour tous les autres indicateurs à l'exception des différences religieuses, où l'Afrique du Nord affiche un taux de confiance particulièrement

[2] Voir le Tableau A.2 en annexe pour une liste des pays par région.

Copyright ©Afrobarometer 2026

faible (25%). Les populations d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et Centrale présentent systématiquement les niveaux de confiance les plus élevés envers ces groupes sauf à l'égard des voisins, où l'Afrique du Nord se distingue avec 66%.

Figure 3 : Confiance interpersonnelle | par région | 38 pays* | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *A quel point faites-vous confiance aux personnes suivantes ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)*
**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée aux Comores, aux Seychelles et en Tunisie.*

Comme le montre le Tableau 1, la confiance envers les proches est quasi universelle au Sénégal (99%), au Mali (99%), à Madagascar (99%) et aux Comores (98%), et dépasse les deux tiers dans tous les pays sauf six. Le Botswana fait figure d'exception : Seuls 38% des répondants expriment leur confiance en leur famille.

La confiance envers les voisins atteint en moyenne 58%, mais elle varie considérablement, de seulement 23% au Botswana à 91% en Guinée. La Mauritanie (84%), le Sénégal (83%), le Mali (82%) et la Tanzanie (82%) se classent parmi les pays les plus confiants, aux côtés de la Guinée, tandis que l'Eswatini (24%), São Tomé et Principe (34%), les Seychelles (36%), le Ghana (37%) et le Gabon (37%) ferment la marche.

Seuls 15 pays ont des majorités qui font confiance aux personnes d'autres groupes ethniques, menées par la Tanzanie (83%) et la Guinée (81%), tandis que cette part tombe en dessous d'un quart en Eswatini (15%), au Lesotho (20%), à São Tomé et Príncipe (22%) et au Botswana (23%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Tableau 1 : Confiance interpersonnelle | par pays | 38 pays* | 2024/2025

Pays	Parents	Voisins	Personnes d'autres groupes ethniques	Personnes d'autres religions	Autres citoyens
Sénégal	99%	83%	72%	70%	63%
Mali	99%	82%	68%	65%	66%
Madagascar	99%	61%	43%	50%	46%
Comores	98%	65%	--	23%	39%
Guinée	97%	91%	81%	68%	80%
Congo-Brazzaville	95%	62%	64%	61%	59%
Togo	95%	65%	61%	61%	62%
Maurice	95%	77%	65%	70%	62%
Tchad	93%	74%	59%	55%	58%
Côte d'Ivoire	93%	66%	63%	66%	63%
Mauritanie	90%	84%	48%	26%	67%
Tanzanie	90%	82%	83%	82%	81%
Cabo Verde	89%	50%	33%	41%	39%
Cameroun	88%	50%	50%	48%	45%
La Gambie	88%	78%	74%	67%	71%
Bénin	86%	56%	52%	53%	48%
Sierra Leone	86%	58%	48%	57%	44%
Gabon	84%	37%	46%	41%	39%
Guinée-Bissau	84%	66%	65%	64%	63%
Mozambique	83%	50%	41%	42%	38%
Maroc	83%	61%	34%	30%	45%
Nigéria	83%	64%	49%	49%	48%
Moyenne des 38 pays	81%	58%	49%	48%	48%
Ouganda	79%	64%	49%	58%	53%
Zambie	79%	62%	52%	58%	51%
Zimbabwe	77%	63%	57%	62%	52%
Kenya	74%	59%	51%	50%	50%
Malawi	74%	47%	37%	44%	40%
Afrique du Sud	73%	51%	31%	42%	28%
Angola	72%	43%	31%	40%	32%
Tunisie	71%	54%	--	19%	32%
Seychelles	70%	36%	--	36%	25%
Namibie	69%	50%	39%	38%	37%
São Tomé et Príncipe	65%	34%	22%	31%	22%
Libéria	64%	51%	44%	45%	46%
Ghana	60%	37%	33%	33%	29%
Lesotho	51%	40%	20%	38%	40%
Eswatini	51%	24%	15%	21%	24%
Botswana	38%	23%	23%	21%	26%
Clé	>80%	61%-80%	51%-60%	41%-50%	<41%

Questions posées aux répondants : *A quel point faites-vous confiance aux personnes suivantes ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance ») *La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée aux Comores, aux Seychelles et en Tunisie.*

Copyright ©Afrobarometer 2026

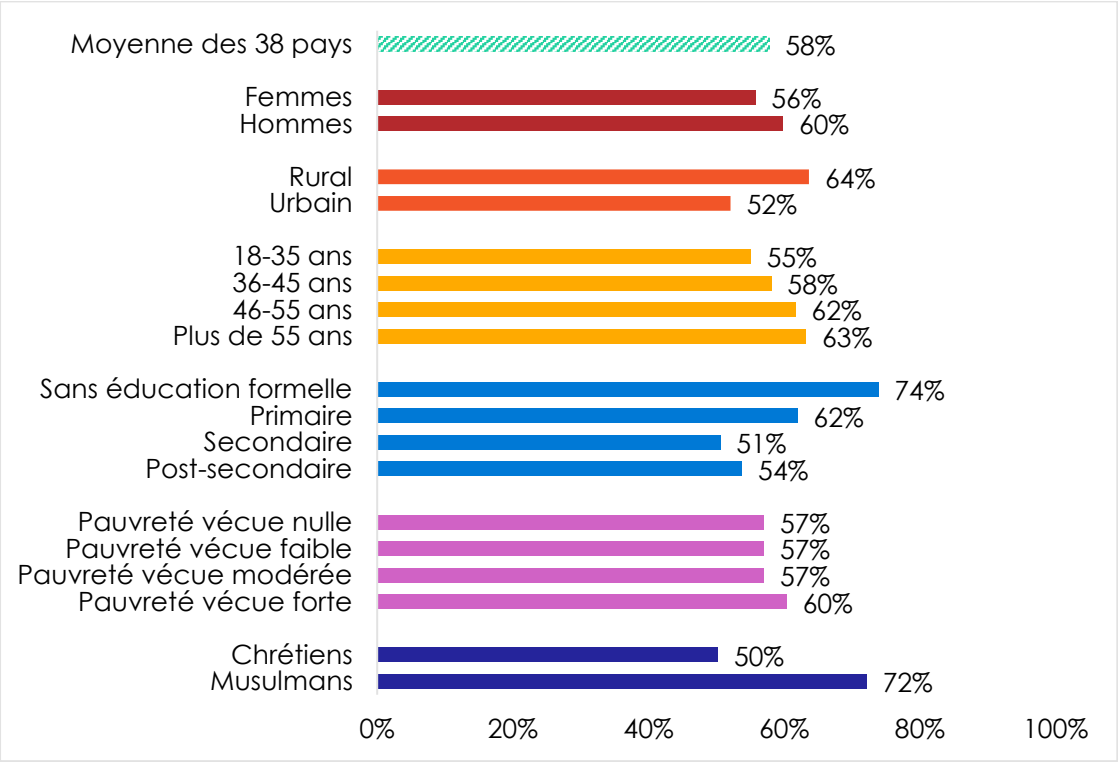
De même, la confiance envers les personnes d'autres religions et envers les autres citoyens n'atteint la majorité que dans 16 et 15 pays respectivement.

Dans les cinq groupes de population étudiés, la Tanzanie, la Guinée et la Gambie se distinguent par des niveaux de confiance dépassant constamment les deux tiers. A l'inverse, le Botswana, l'Eswatini, le Lesotho et le Ghana figurent régulièrement parmi les pays où la confiance est la plus faible.

La confiance entre voisins, un point intermédiaire entre les liens familiaux et la confiance envers la société dans son ensemble, varie légèrement selon les groupes démographiques (Figure 4). Elle est légèrement plus élevée chez les hommes (60%) que chez les femmes (56%), et supérieure de 12 points chez les résidents ruraux (64%) que chez les résidents urbains (52%). Elle augmente avec l'âge, passant de 55% chez les jeunes à 63% chez les personnes âgées.

Les citoyens sans instruction formelle (74%) sont plus enclins à faire confiance à leurs voisins que ceux ayant fait des études primaires ou supérieures (51%-62%), bien que la pauvreté vécue[3] semble avoir peu d'influence. Le principal écart est d'ordre religieux : Les musulmans (72%) font beaucoup plus confiance à leurs voisins que les chrétiens (50%).

Figure 4 : Confiance aux voisins | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *A quel point faites-vous confiance aux voisins ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)*

[3] L'Indice de la Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

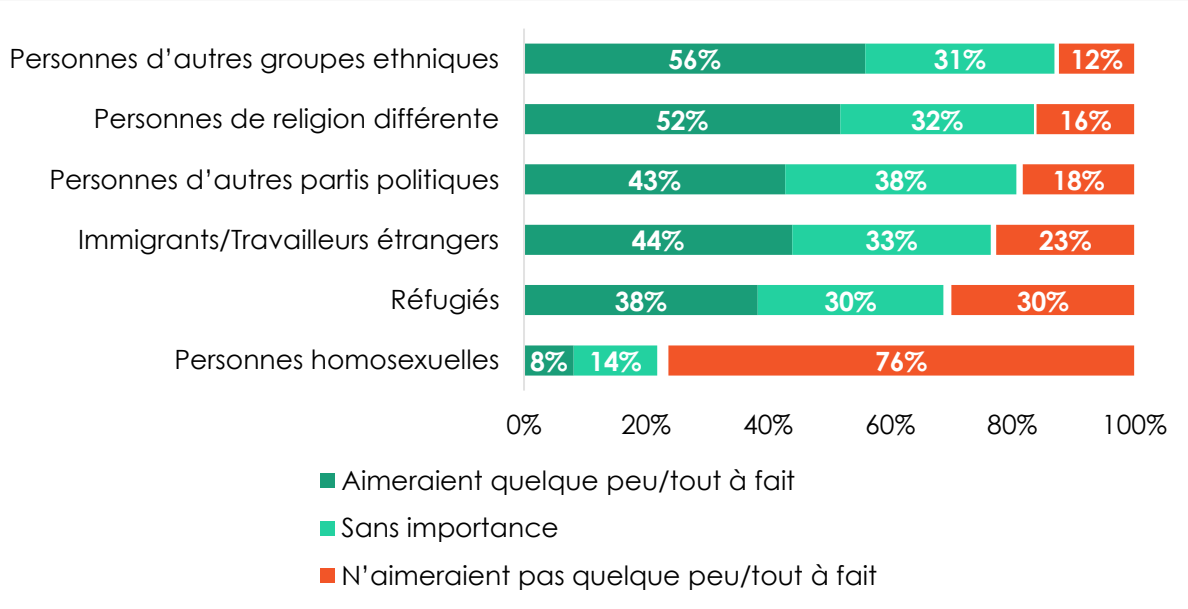
Copyright ©Afrobarometer 2026

Tolérance

La tolérance est une dimension distincte de la confiance : Il ne s'agit pas de savoir si les gens accordent leur confiance par-delà les frontières sociales, mais s'ils sont disposés à partager l'espace social avec ceux qui sont différents (Vollhardt et al., 2009 ; Langer, Stewart, Smedts, & Demarest, 2015).

L'enquête Afrobarometer, qui évalue six catégories de différences, révèle une tolérance assez élevée envers la plupart des groupes (Figure 5). Près de neuf Africains sur 10 (87%) déclarent qu'ils « aimeraient tout à fait », « aimeraient quelque peu » ou que c'est « sans importance » d'avoir des voisins d'une autre ethnie. Une large majorité de répondants se montrent tolérants envers les personnes d'une autre religion (84%), les sympathisants d'un autre parti politique (81%), les immigrés ou les travailleurs étrangers (77%) et les réfugiés (69%). La tolérance du voisinage avec les personnes homosexuelles constitue une nette exception : seulement 22% des répondants apprécieraient ou seraient indifférentes à l'idée d'avoir un tel voisin, tandis que 76% la désapprouveraient.

Figure 5 : Tolérance sociale | 38 pays | 2024/2025



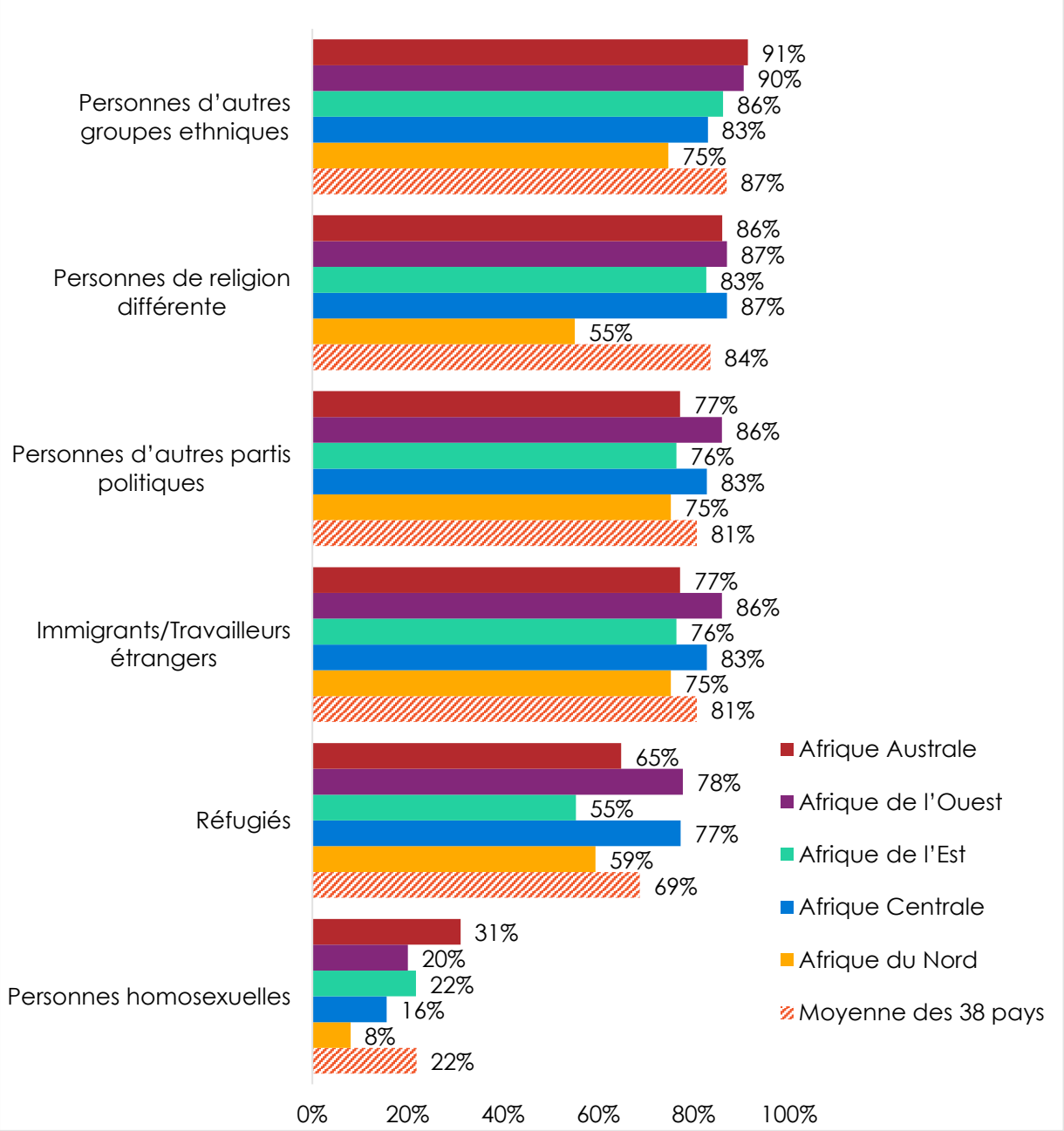
Questions posées aux répondants : *Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les personnes de religion différente ? Les personnes d'autres groupes ethniques ? Les homosexuels ? Les immigrés ou les travailleurs étrangers ? Des supporteurs d'un autre parti politique ? Réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ?*
**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée aux Comores, aux Seychelles et en Tunisie.*

Hormis l'Afrique Australe, les tendances régionales en matière de tolérance reflètent globalement celles observées pour la confiance interpersonnelle (Figure 6). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale affichent les niveaux de tolérance les plus élevés sur la plupart des indicateurs, tandis que l'Afrique du Nord enregistre les plus faibles concernant les voisins d'une ethnie (75%) et d'une religion (55%) différentes. L'acceptation des réfugiés varie de 55% en Afrique de l'Est à 78% en Afrique de l'Ouest, tandis que les attitudes envers les voisins appartenant à un parti politique différent varient moins d'une région à l'autre (75%-86%). Le voisinage des personnes homosexuelles est le moins accepté dans toutes les régions, avec un taux d'acceptation allant de 8% en Afrique du Nord à 31% en Afrique Australe. L'Afrique

Copyright ©Afrobarometer 2026

Australe fait figure d'exception : Bien qu'elle enregistre les niveaux de confiance interpersonnelle les plus faibles sur presque tous les indicateurs (Figure 3), elle affiche des niveaux de tolérance relativement élevés concernant les différences d'origine ethnique, de religion et d'orientation sexuelle.

Figure 6 : Tolérance sociale | par région | 38 pays | 2024/2025



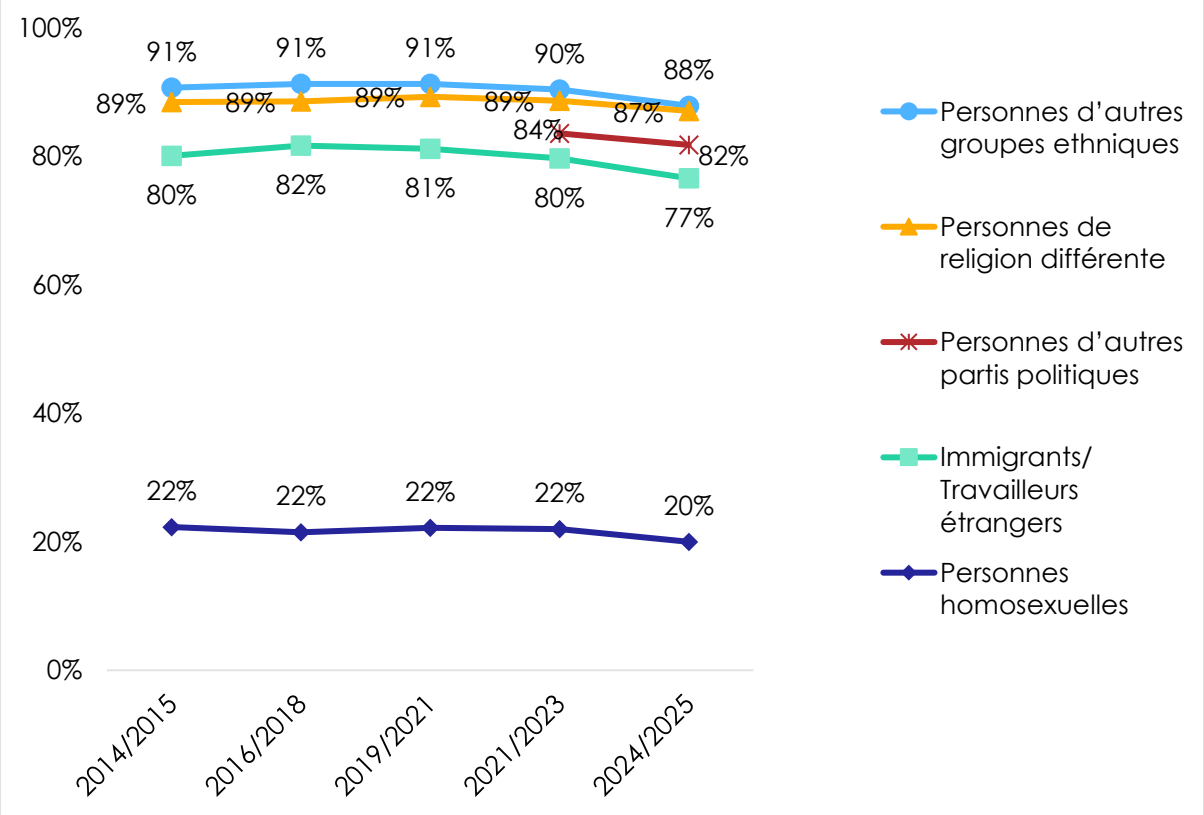
Questions posées aux répondants : *Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les personnes de religion différente ? Les personnes d'autres groupes ethniques ? Les homosexuels ? Les immigrés ou les travailleurs étrangers ? Des supporteurs d'un autre parti politique ? Réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ? (% qui disent « sans importance », « aimeraient quelque peu » ou « aimeraient tout à fait »)*

**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée aux Comores, aux Seychelles et en Tunisie.*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Au cours de la dernière décennie, la tolérance envers les différents groupes sociaux est restée relativement stable, avec une légère tendance à la baisse observée récemment (Figure 7). Depuis 2021/2023, la tolérance envers les personnes d'une autre origine ethnique ou religion, les immigrés, les sympathisants de partis politiques différents et les personnes homosexuelles a légèrement diminué (de 2 à 3 points de pourcentage), atteignant son niveau le plus bas de la décennie. Ce récent recul de la tolérance envers les différents groupes sociaux coïncide avec la baisse de la confiance interpersonnelle constatée depuis le Round 9 (2021/2023) (Figure 2).

Figure 7 : Evolution de la tolérance sociale | 28 pays* | 2014-2025



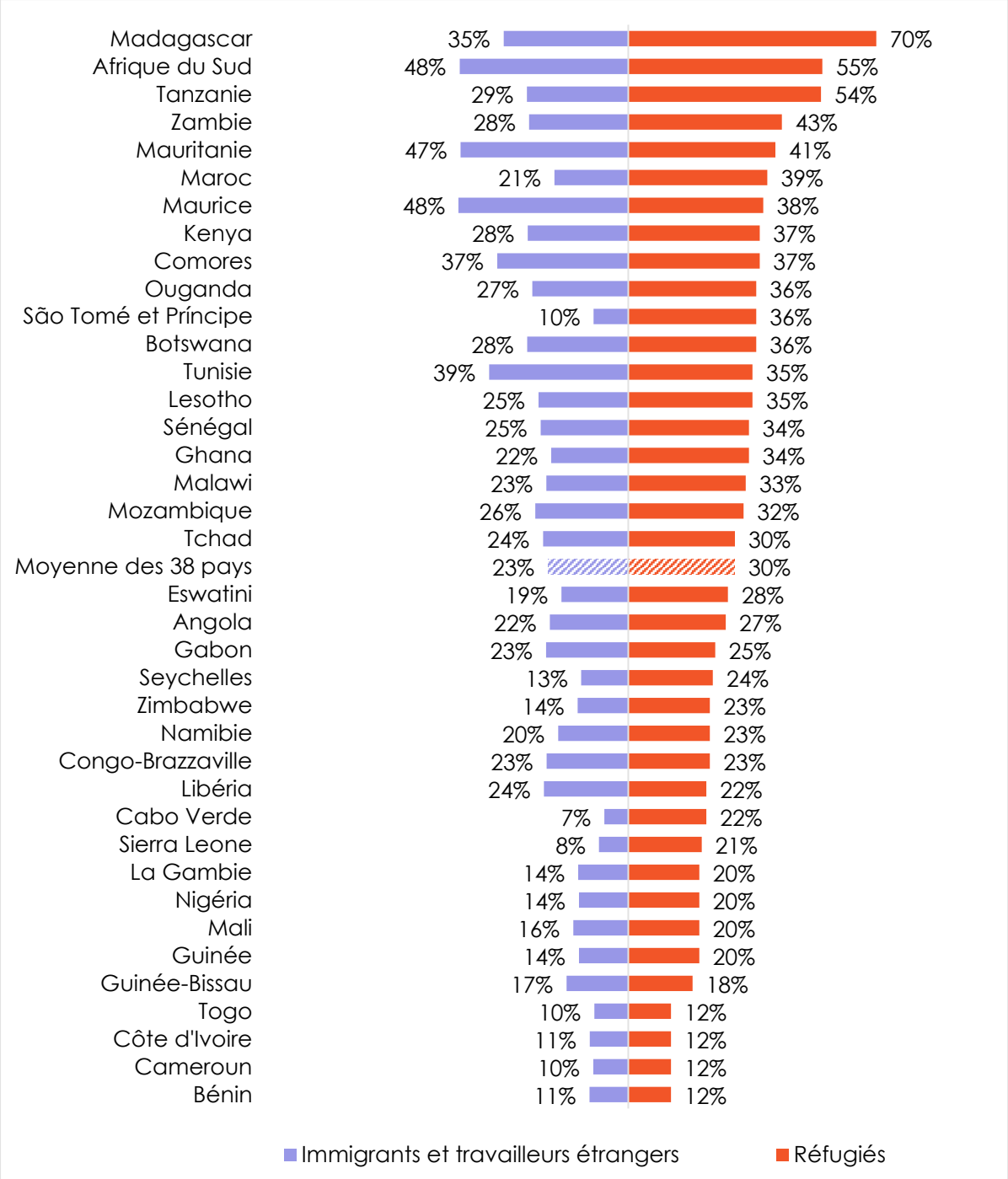
Questions posées aux répondants : *Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les personnes de religion différente ? Les personnes d'autres groupes ethniques ? Les homosexuels ? Les immigrés ou les travailleurs étrangers ? Des supporteurs d'un autre parti politique ? Réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ? (% qui disent « sans importance », « aimeraient quelque peu » ou « aimeraient tout à fait »)*
**La question relative aux autres groupes ethniques n'a pas été posée en Tunisie.*

Concernant l'intolérance, on constate que les réfugiés sont plus susceptibles de se heurter à des attitudes hostiles que les immigrés et les travailleurs étrangers (30% contre 23%) (Figure 8). Les Malgaches sont les plus intolérants envers les réfugiés (70%), suivis des Sud-Africains (55%) et des Tanzaniens (54%). L'Afrique du Sud (48%), Maurice (48%) et la Mauritanie (47%) affichent les taux d'intolérance les plus élevés envers les immigrés. Le niveau élevé d'intolérance de l'Afrique du Sud sur ces deux points est notable compte tenu de son passé de violences xénophobes (Mpako & Ndoma, 2026 ; Human Rights Watch, 2026 ; Krönke, 2015).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les pays enregistrant le moins d'intolérance envers les réfugiés sont le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Togo (12% chacun) ; le Cabo Verde (7%) et la Sierra Leone (8%) expriment les niveaux d'intolérance les plus faibles envers les immigrants.

Figure 8 : Intolérance envers les immigrants et réfugiés | par pays | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les immigrés ou les travailleurs étrangers ? Réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ? (% qui disent « n'aimeraient pas quelque peu » ou « n'aimeraient pas tout à fait »)*

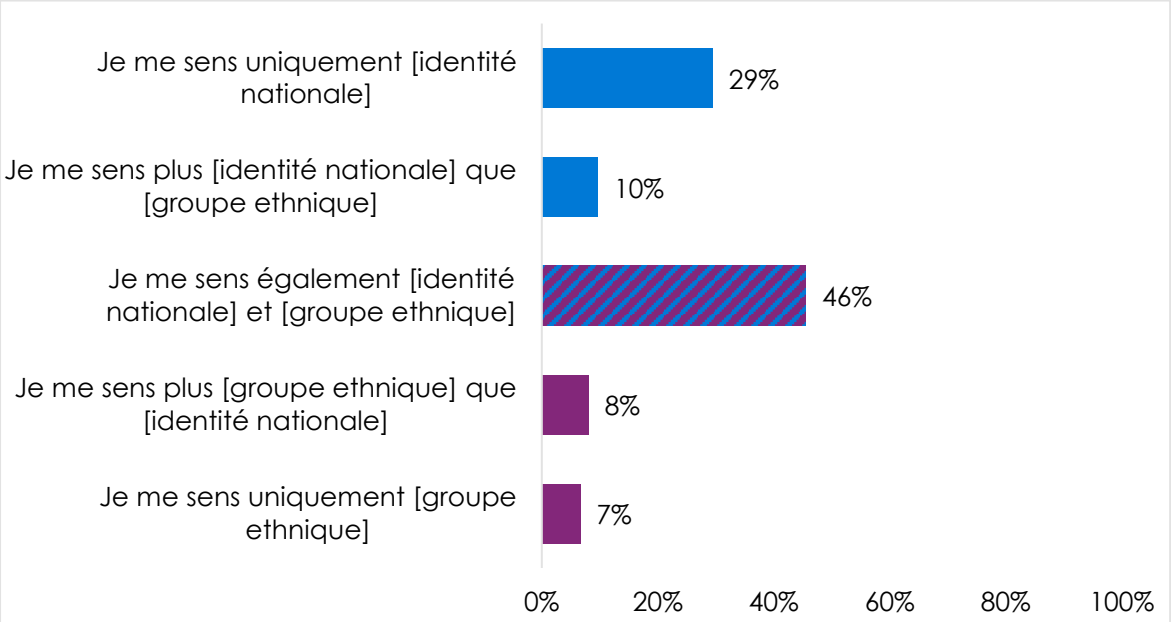
Copyright ©Afrobarometer 2026

Identité et équité

Alors que la confiance et la tolérance concernent les relations par-delà les frontières sociales, l'identité concerne la manière dont les individus perçoivent leur place dans la société. Les identités nationales et ethniques coexistent souvent, et leur équilibre peut façonner les expériences d'inclusion et d'équité (Wortmann-Kolundžija, 2023 ; Burchi et al., 2025 ; Vollhardt et al., 2009).

Afrobarometer a interrogé les personnes s'identifiant à un groupe ethnique sur leur sentiment d'appartenance nationale ou ethnique. En moyenne, à travers 32 pays, près de neuf personnes sur 10 (85%) déclarent accorder autant d'importance à leur identité nationale qu'à leur identité ethnique (Figure 9). Une majorité relative (46%) des répondants se disent également attachés aux deux. Presque autant (39%) privilégient leur identité nationale : 29% se considèrent uniquement comme citoyens de leur pays, et 10% accordent plus d'importance à leur identité nationale qu'à leur identité ethnique. Seuls 15% se définissent davantage par leur appartenance ethnique, dont 7% qui ne s'identifient qu'à leur ethnie.

Figure 9 : Identité nationale vs. identité ethnique | 32 pays* | 2024/2025

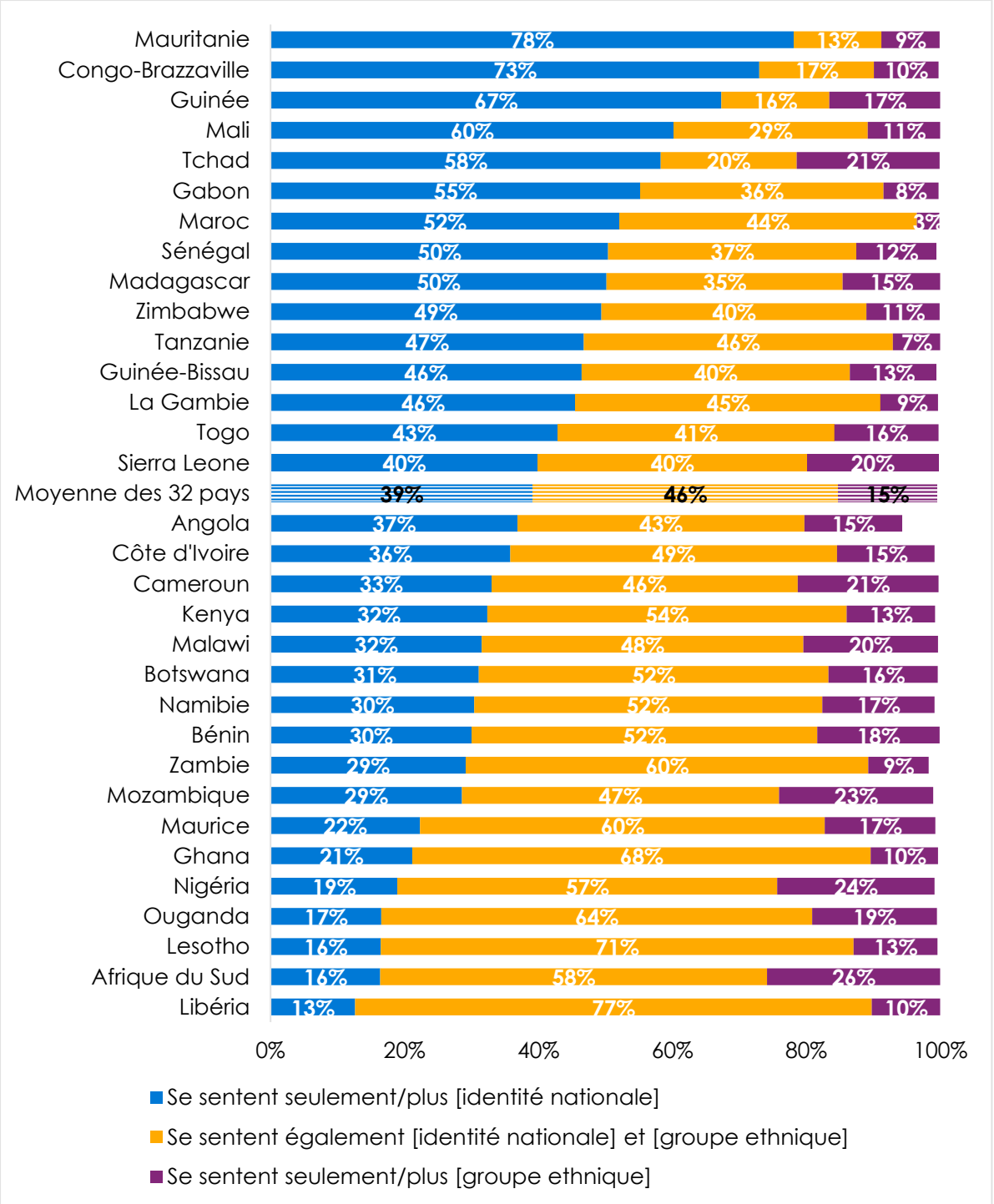


Question posée aux répondants qui s'identifient à un groupe ethnique : *Supposons que vous ayez à choisir entre être [identité nationale du répondant] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?*
** La question n'a pas été posée au Cabo Verde, Comores, São Tomé et Príncipe, Seychelles et Tunisie. Dans d'autres pays, les répondants qui s'identifiaient uniquement à leur identité nationale et non à un groupe ethnique (5% de l'ensemble des répondants) n'ont pas eu à répondre à cette question. Les résultats concernant l'Eswatini, où seulement trois répondants se sont identifiés à un groupe ethnique ou culturel particulier, sont exclus.*

Les pays présentent une grande diversité quant à l'identité de leurs citoyens (Figure 10). La Mauritanie (78%), le Congo-Brazzaville (73%) et la Guinée (67%) affichent une forte appartenance nationale. Le Libéria (13%), l'Afrique du Sud (16%), le Lesotho (16%) et l'Ouganda (17%) sont les pays où l'appartenance nationale est la moins marquée, la double appartenance étant prédominante (77% au Libéria se sentent à la fois nationaux et ethniques). L'identification ethnique exclusive ou prédominante atteint son apogée en Afrique du Sud (26%), au Nigéria (24%) et au Mozambique (23%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 10 : Identité nationale vs. identité ethnique | par pays | 32 pays* | 2024/2025

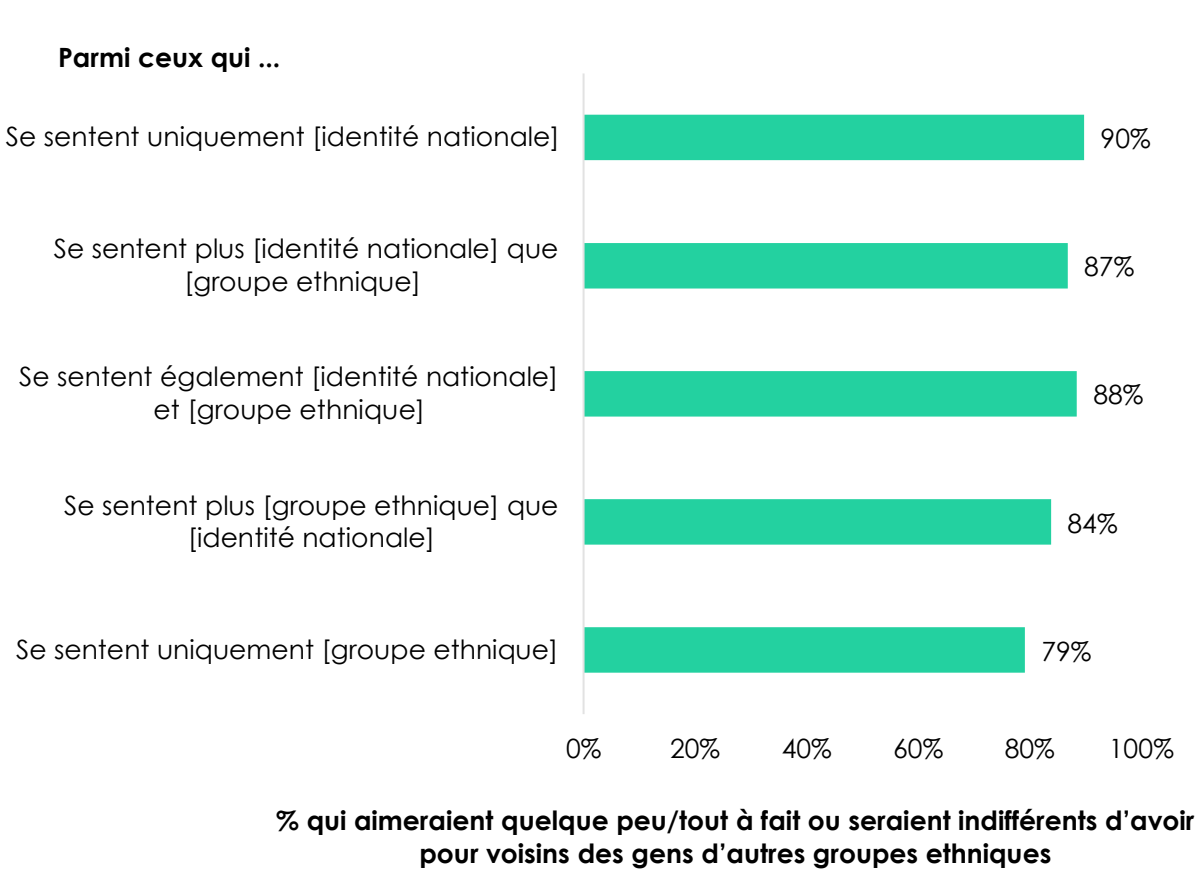


Question posée aux répondants qui s'identifient à un groupe ethnique : *Supposons que vous ayez à choisir entre être [identité nationale du répondant] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?*
** La question n'a pas été posée au Cabo Verde, Comores, São Tomé et Príncipe, Seychelles et Tunisie. Dans d'autres pays, les répondants qui s'identifiaient uniquement à leur identité nationale et non à un groupe ethnique (5% de l'ensemble des répondants) n'ont pas eu à répondre à cette question. Les résultats concernant l'Eswatini, où seulement trois répondants se sont identifiés à un groupe ethnique ou culturel particulier, sont exclus.*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Une identification ethnique plus forte semble avoir une légère incidence sur la tolérance envers les personnes d'origines ethniques différentes. La tolérance envers les voisins d'origines ethniques différentes s'établit en moyenne à environ neuf sur 10 parmi les personnes qui se sentent uniquement nationales (90%), davantage nationales qu'ethniques (87%) ou à parts égales nationales et ethniques (88%). Ce taux chute à 84% chez celles qui se sentent davantage ethniques que nationales, et à 79% chez celles qui se sentent uniquement ethniques (Figure 11).

Figure 11 : Identité ethnique et tolérance envers les autres groupes ethniques | 32 pays* | 2024/2025



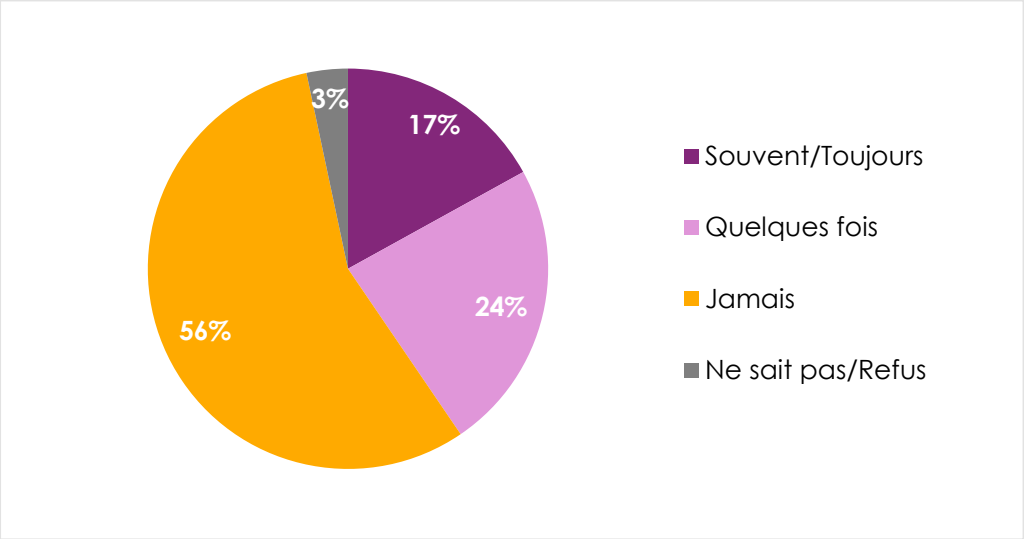
Question posée aux répondants : *Pour le groupe de personnes suivant, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les personnes d'autres groupes ethniques ? (% qui disent « sans importance », « aimeraient quelque peu » ou « aimeraient tout à fait »)*
Question posée aux répondants qui s'identifient à un groupe ethnique : *Supposons que vous ayez à choisir entre être [identité nationale du répondant] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?*
** La question n'a pas été posée au Cabo Verde, Comores, São Tomé et Príncipe, Seychelles et Tunisie. Dans d'autres pays, les répondants qui s'identifiaient uniquement à leur identité nationale et non à un groupe ethnique (5% de l'ensemble des répondants) n'ont pas eu à répondre à cette question. Les résultats concernant l'Eswatini, où seulement trois répondants se sont identifiés à un groupe ethnique ou culturel particulier, sont exclus.*

La cohésion sociale dépend aussi de la façon dont les citoyens perçoivent leurs relations avec l'Etat. Un aspect essentiel est de savoir si les citoyens estiment que leur groupe ethnique est traité équitablement par le gouvernement. Si une majorité (56%) d'Africains affirment que

Copyright ©Afrobarometer 2026

le gouvernement ne traite « jamais » leur groupe ethnique injustement, quatre sur 10 estiment que cela arrive « quelques fois » (24%), « souvent » (11%) ou « toujours » (6%) (Figure 12).

Figure 12 : Traitement injuste du gouvernement sur la base de l'ethnie | 32 pays* | 2024/2025



Question posée aux répondants qui s'identifient à un groupe ethnique : *A quelle fréquence, le cas échéant, les citoyens de votre groupe ethnique sont-ils injustement traités par le gouvernement ?*
**La question n'a pas été posée au Cabo Verde, Comores, São Tomé et Príncipe, Seychelles et Tunisie. Dans d'autres pays, les répondants qui s'identifiaient uniquement à leur identité nationale et non à un groupe ethnique (5% de l'ensemble des répondants) n'ont pas eu à répondre à cette question. Les résultats concernant l'Eswatini, où seulement trois répondants se sont identifiés à un groupe ethnique ou culturel particulier, sont exclus.*

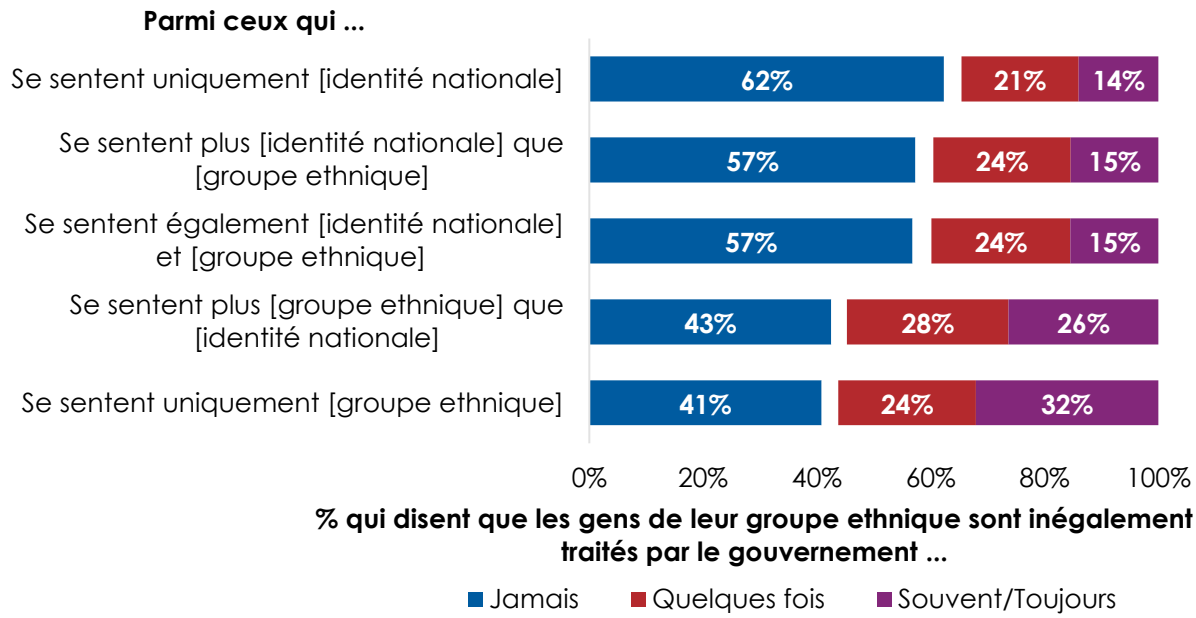
La relation entre l'identité ethnique et la tolérance intergroupes soulève une autre question : Une identification ethnique plus forte est-elle également associée à la façon dont les gens perçoivent le traitement de leur groupe ethnique par le gouvernement ?

Parmi les personnes qui s'identifient uniquement à leur nation, 62% affirment que leur groupe ethnique n'est « jamais » traité injustement, tandis que 14% font état de discriminations fréquentes (Figure 13). Plus l'identification ethnique est forte, plus cette tendance s'inverse : Parmi celles qui s'identifient uniquement à leur groupe ethnique, seulement 41% déclarent que leur groupe n'est « jamais » traité injustement, tandis que 32% font état de discriminations fréquentes – soit plus du double du taux observé chez celles qui accordent autant d'importance à leur identité nationale qu'à leur identité ethnique. Ces résultats suggèrent un lien étroit entre une forte identification ethnique et la perception de discriminations ethniques, même si les données ne permettent pas d'établir la relation de cause à effet.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 13 : Identité ethnique et traitement injuste du gouvernement sur la base de l'ethnie | 32 pays* | 2024/2025



Questions posées aux répondants qui s'identifient à un groupe ethnique :

Supposons que vous ayez à choisir entre être [identité nationale du répondant] et être un membre du [groupe ethnique du répondant]. Laquelle des affirmations suivantes exprime le mieux vos sentiments ?

A quelle fréquence, le cas échéant, les citoyens de votre groupe ethnique sont-ils injustement traités par le gouvernement ?

**Ces questions n'ont pas été posées au Cabo Verde, Comores, São Tomé et Príncipe, Seychelles et Tunisie. Dans d'autres pays, les répondants qui s'identifiaient uniquement à leur identité nationale et non à un groupe ethnique (5% de l'ensemble des répondants) n'ont pas eu à répondre à cette question. Les résultats concernant l'Eswatini, où seulement trois répondants se sont identifiés à un groupe ethnique ou culturel particulier, sont exclus.*

Immigration et impact économique

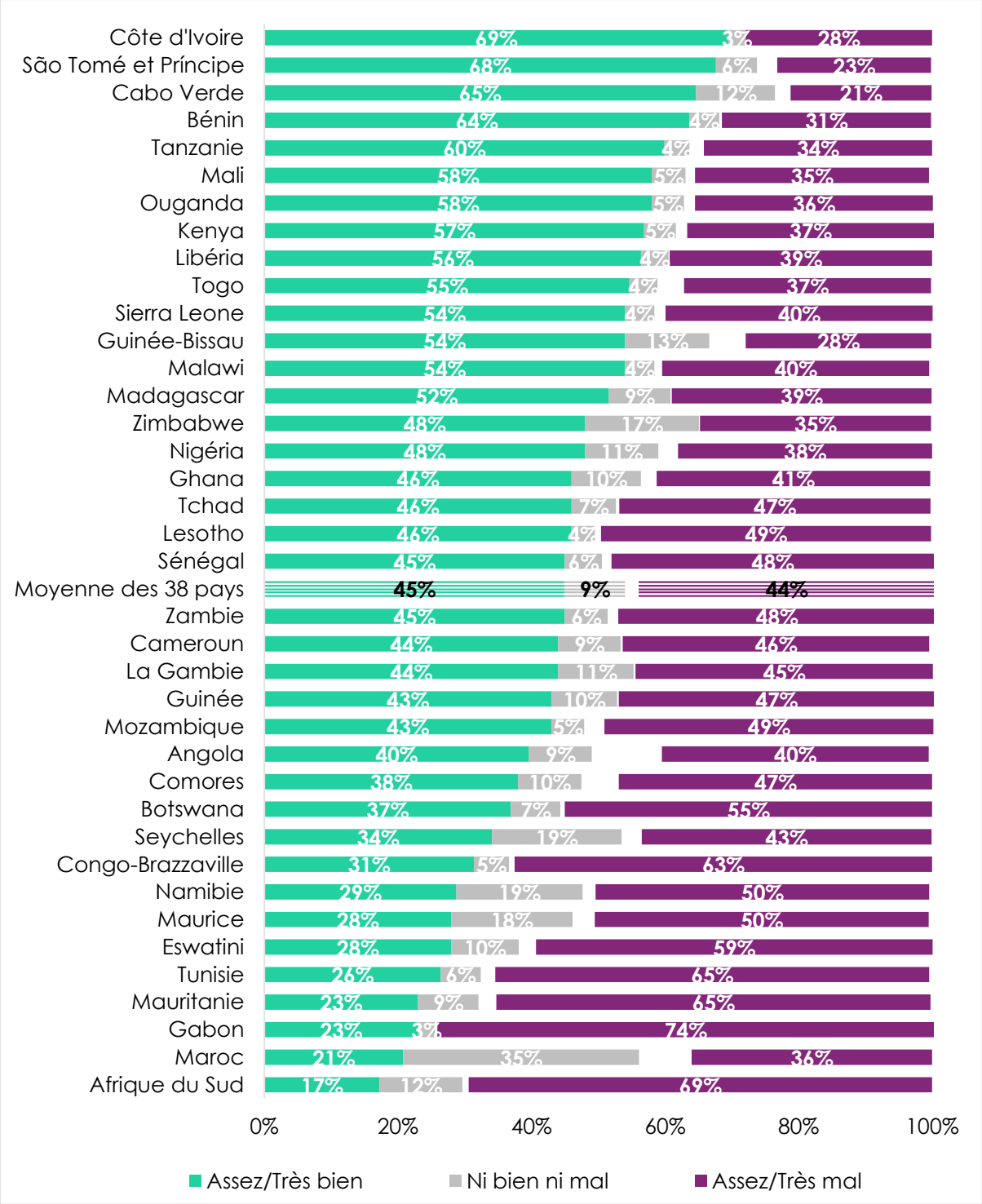
La cohésion sociale englobe également la manière dont les sociétés d'accueil interagissent avec les immigrants, notamment leur acceptation et leur intégration au sein de la communauté nationale (OCDE et Union Européenne, 2018). Les migrations soulèvent des questions relatives à l'appartenance, à l'inclusion et à la perception des personnes qui devraient participer à la vie économique et sociale d'un pays. Ces questions sont particulièrement pertinentes compte tenu des tensions entre le soutien général des Africains à la libre circulation et leur réticence à accueillir des travailleurs étrangers et des réfugiés (Afrobarometer, 2026). Cette section examine comment les Africains évaluent l'impact économique des immigrants, leur volonté de partager l'espace social avec eux et les politiques qu'ils privilégient en matière d'accueil des demandeurs d'emploi et des réfugiés.

Les migrations sont devenues un enjeu de cohésion sociale de plus en plus important en Afrique. Les récentes manifestations anti-immigrés et les violences xénophobes en Afrique du Sud ont attiré l'attention régionale et internationale sur l'impact des tensions migratoires sur la stabilité, l'économie et les relations interétatiques (Reuters, 2026a, 2026b). Ce phénomène n'est pas nouveau : Depuis les flambées de violence xénophobe de 2008, Afrobarometer classe régulièrement les Sud-Africains parmi les populations les moins accueillantes du continent (Krönke, 2015 ; Mpako & Ndoma, 2026).

Copyright ©Afrobarometer 2026

A travers 38 pays, 45% des Africains affirment que les migrants ont un impact économique « assez bon » ou « très bon » sur leur pays, mais autant (44%) considèrent leur impact comme négatif (Figure 14).

Figure 14 : Impact économique des immigrants | par pays | 38 pays | 2024/2025



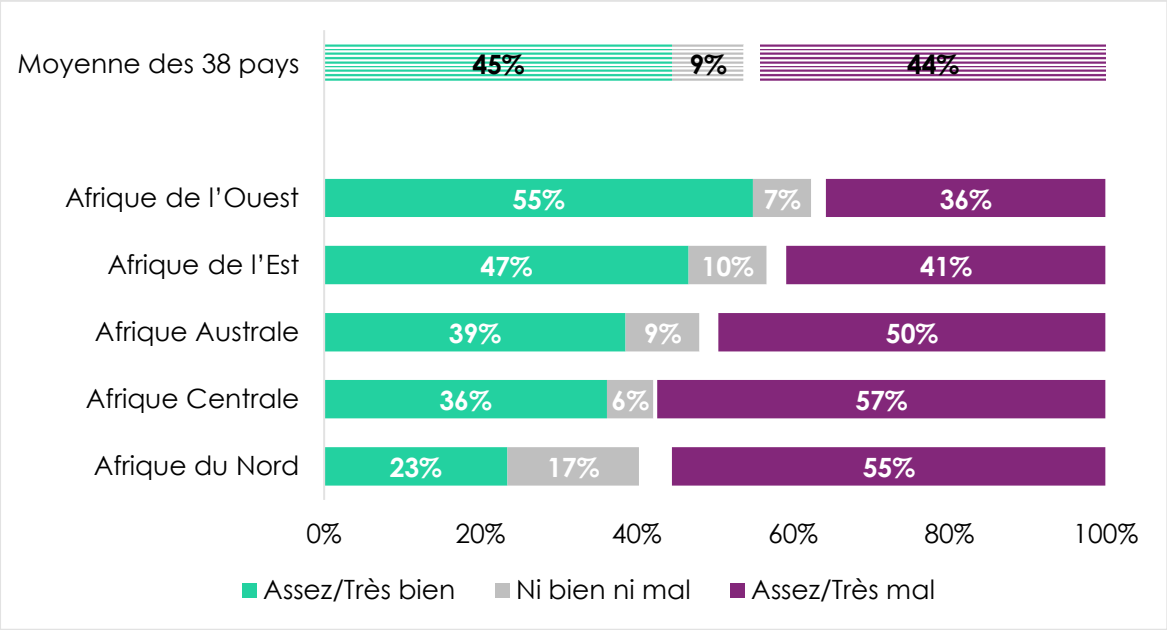
Question posée aux répondants : *Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du [pays] que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les opinions varient considérablement d'un pays à l'autre. Les évaluations positives sont les plus fréquentes en Côte d'Ivoire (69%), à São Tomé et Principe (68%), au Cabo Verde (65%) et au Bénin (64%). A l'inverse, moins d'un citoyen sur quatre considèrent les immigrants comme économiquement bénéfiques en Afrique du Sud (17%), au Maroc (21%), au Gabon (23%) et en Mauritanie (23%).

Selon les régions, la perception de l'impact économique des immigrants varie fortement (Figure 15). L'Afrique de l'Ouest est la seule région où une majorité (55%) de citoyens estiment que les immigrants sont bénéfiques pour l'économie de leur pays. Les opinions sont partagées en Afrique de l'Est (47% d'opinions positives, 41% d'opinions négatives), tandis que les avis défavorables prédominent en Afrique Australe (50% contre 39%), en Afrique Centrale (57% contre 36%) et en Afrique du Nord (55% contre 23%).

Figure 15 : Impact économique des immigrants | par région | 38 pays | 2024/2025

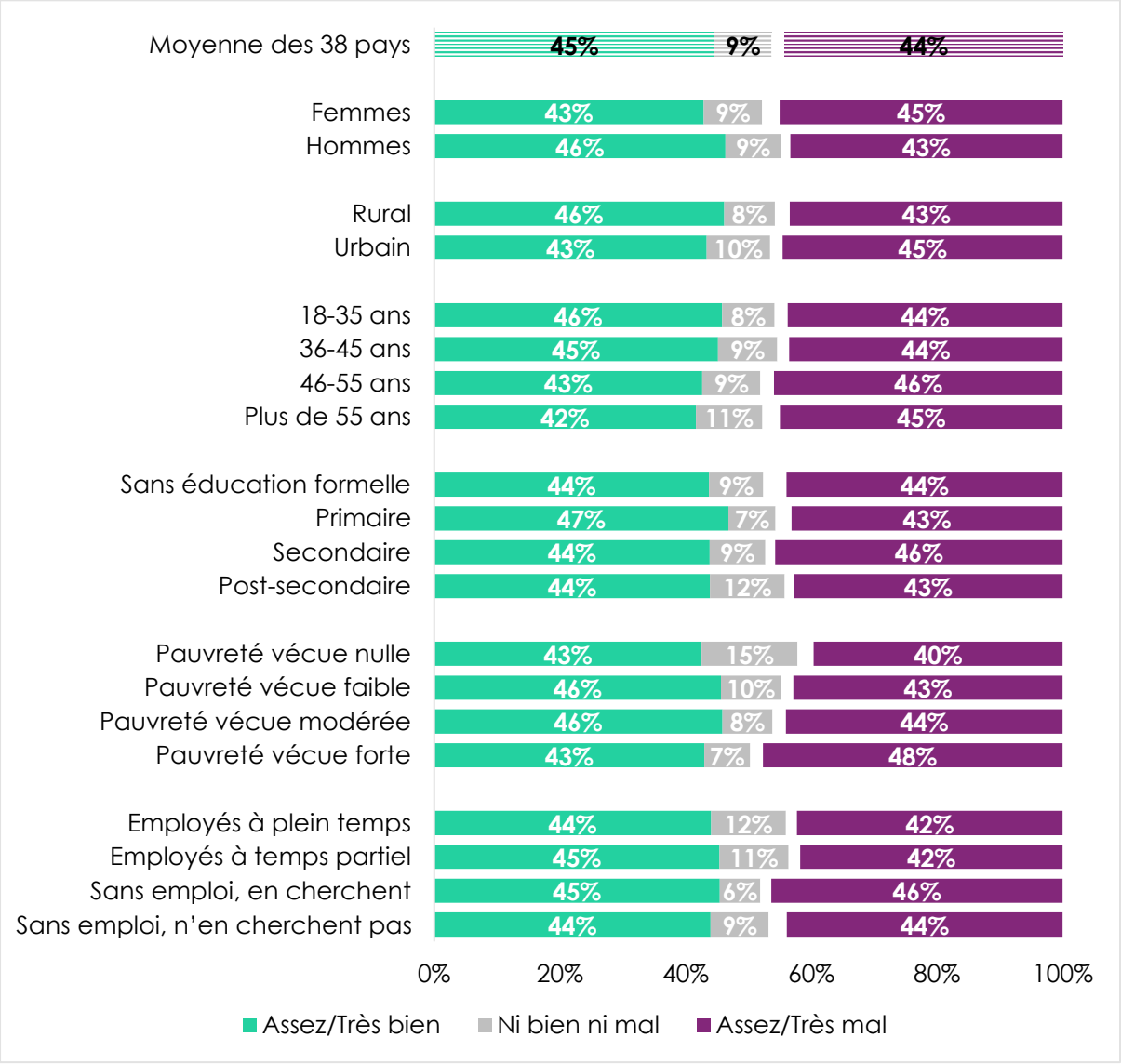


Question posée aux répondants : *Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du [pays] que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?*

Les perceptions de l'impact économique des immigrants sont remarquablement homogènes au sein des principaux groupes démographiques (Figure 16). Le sexe, le lieu de résidence (urbain ou rural), l'âge, le niveau d'éducation et la situation professionnelle semblent avoir peu d'influence sur la moyenne continentale de 44% qui estiment que les immigrants ont un impact économique négatif. La principale exception concerne les personnes vivant dans la pauvreté : Celles qui y sont fortement exposées sont plus susceptibles d'avoir une opinion négative que les personnes aisées (48% contre 43%), ce qui suggère que la précarité économique est peut-être plus étroitement liée aux perceptions négatives de l'impact économique des immigrants que d'autres caractéristiques démographiques.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 166 : Impact économique des immigrants | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025

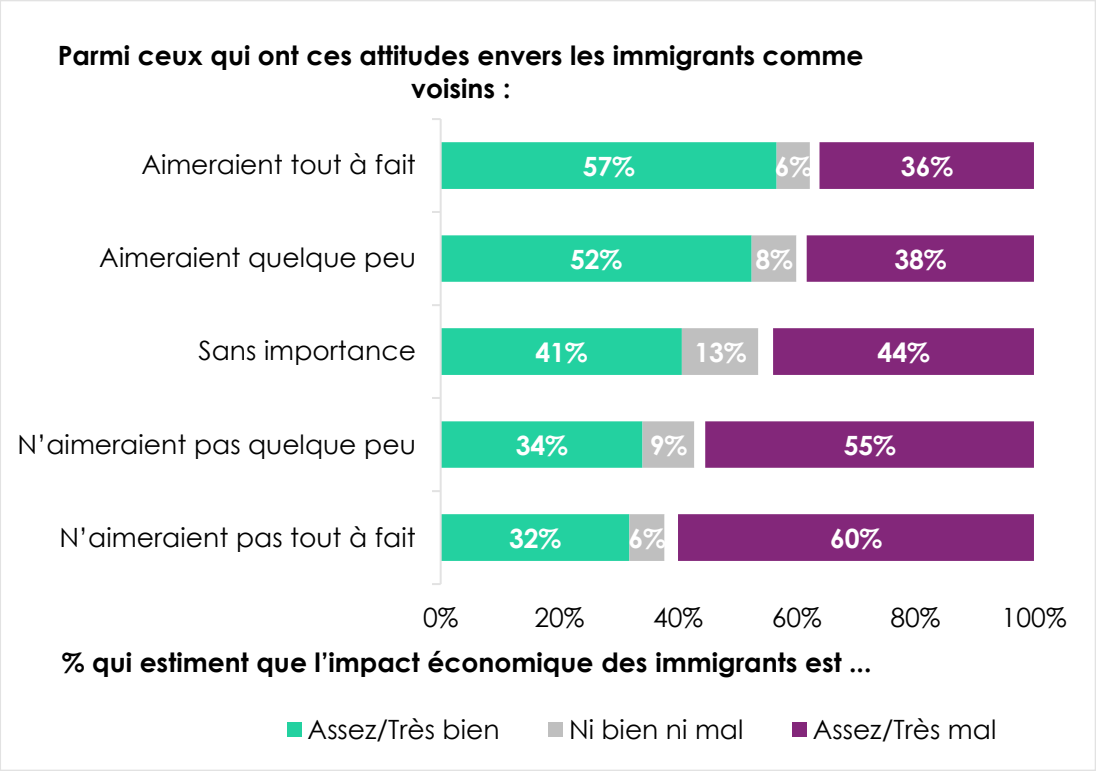


Question posée aux répondants : *Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du [pays] que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?*

Parmi les personnes qui « aimeraient tout à fait » avoir des voisins immigrés, 57% estiment que l'immigration a un impact économique plutôt ou très positif sur leur pays (Figure 17). A l'inverse, seulement 32% de celles qui « n'aimeraient pas tout à fait » avoir des voisins immigrés pensent que leur impact est bénéfique pour l'économie, tandis que 60% le jugent néfaste. Les personnes qui n'y verraient pas d'inconvénient se situent entre les deux : 41% perçoivent leur impact comme positif et 44% comme négatif.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 17 : Impact économique et tolérance des immigrants | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants :

Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie du [pays] que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?
Questions posées aux répondants : Pour le groupe de personnes suivant, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance : Les immigrés ou travailleurs étrangers ?

Si la plupart des Africains sont personnellement ouverts à la cohabitation avec des étrangers, une majorité d'entre eux souhaitent en accueillir moins dans leur pays (Figure 18). Près des deux tiers (64%) des répondants sont favorables à une réduction du nombre (49%) de travailleurs étrangers, voire à leur exclusion totale (15%) ; seuls 15% sont favorables à une augmentation.

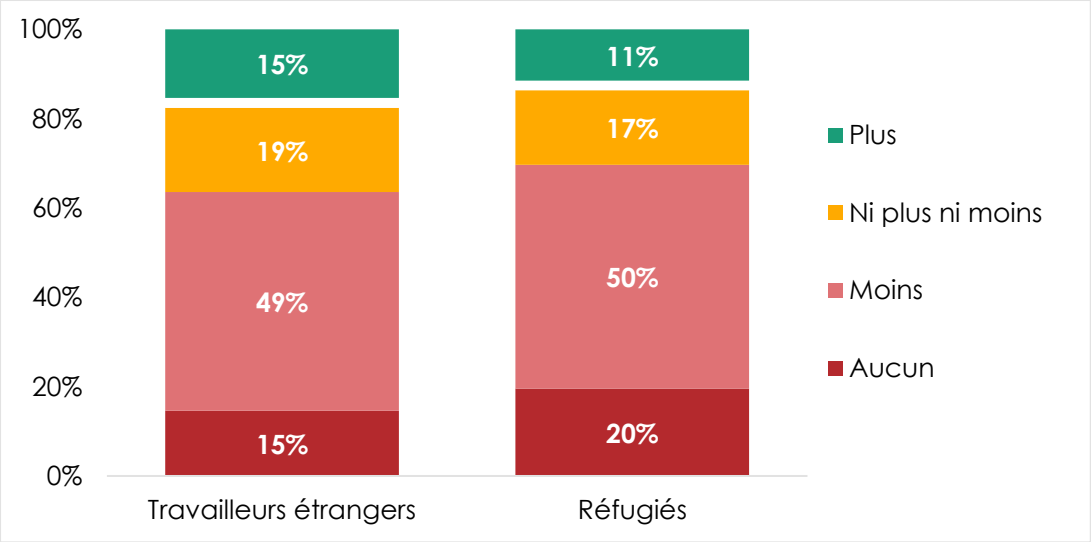
Les réfugiés sont encore moins bienvenus : 70% des répondants sont favorables à une réduction (50%) ou à une suppression (20%) de l'entrée des personnes fuyant la violence ou la persécution dans leur pays d'origine.

Limiter le nombre de demandeurs d'emploi autorisés à immigrer est la préférence majoritaire dans 34 des 38 pays étudiés (Figure 19). L'Afrique du Sud et le Gabon (83% chacun) sont les plus favorables à une limitation de l'immigration, suivis par l'Eswatini (81%), la Zambie (80%) et la Tunisie (79%). La Guinée-Bissau est le seul pays étudié où le soutien à l'expansion de l'immigration est plus fort que celui à sa limitation (40% contre 31%).

Les attitudes nationales envers les réfugiés suivent une tendance similaire à celles concernant les travailleurs étrangers, mais le sentiment restrictif est systématiquement plus marqué (Figure 20). Les Seychelles (91%), Madagascar (90%), l'Afrique du Sud (85%) et le Gabon (84%) affichent la plus forte opposition à l'accueil de réfugiés, tandis que la Guinée-Bissau (45%), le Bénin (52%) et les Comores (55%) sont les moins réticents.

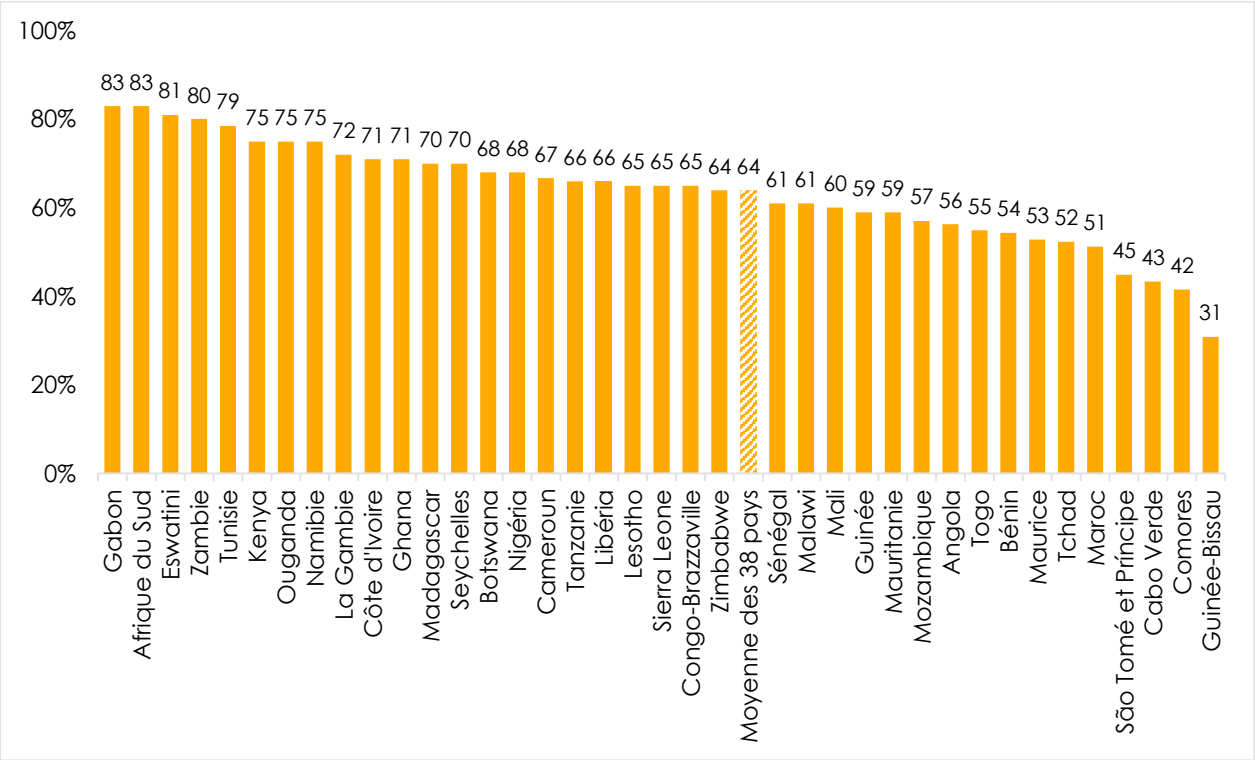
Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 18 : Plus ou moins de travailleurs étrangers et de réfugiés ? | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Pensez-vous que le pays devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ? Pensez-vous que le pays devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre dans ce pays ?*

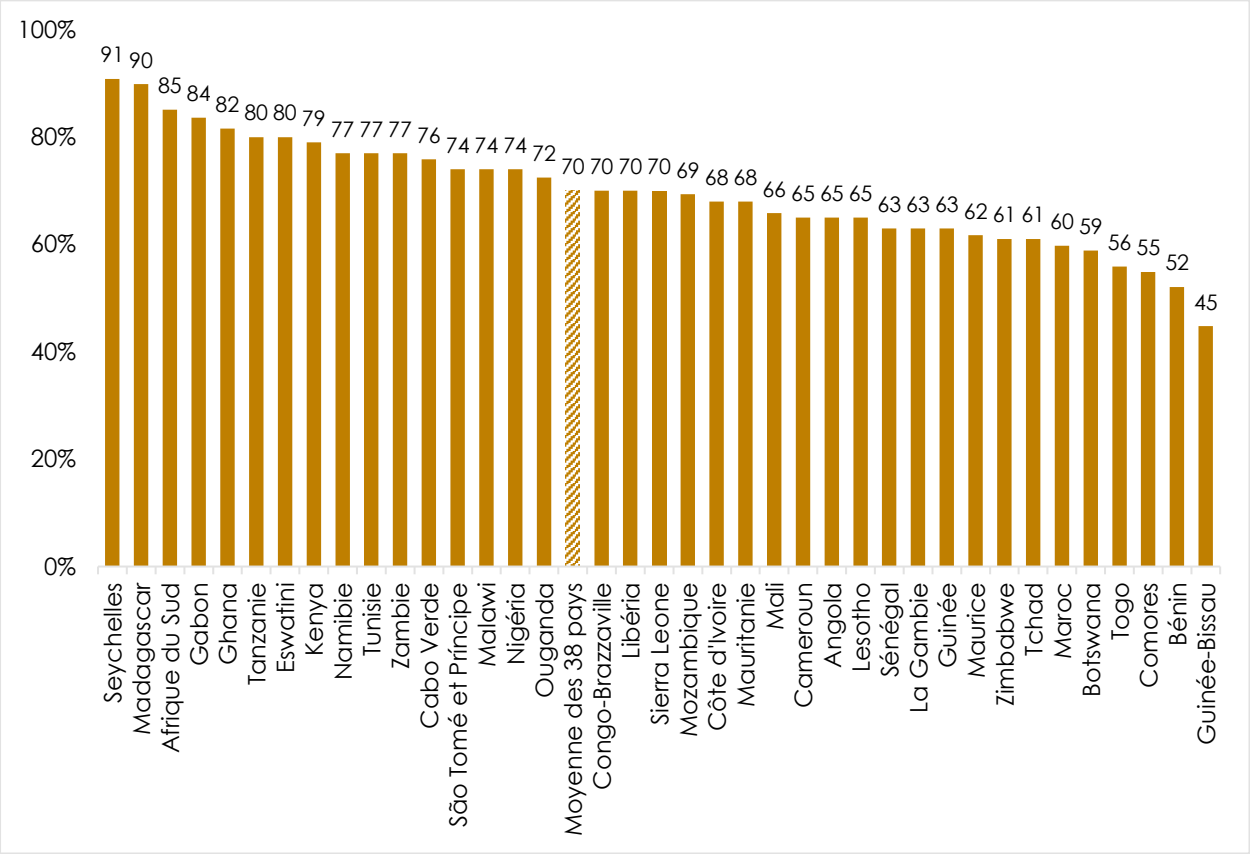
Figure 19 : Moins de travailleurs étrangers (%) | par pays | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Pensez-vous que le pays devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ? (% qui disent « moins » ou « aucun »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 20 : Moins de réfugiés (%) | par pays | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Pensez-vous que le pays devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ? (% qui disent « moins » ou « aucun »)*

L'égalité de traitement devant la loi

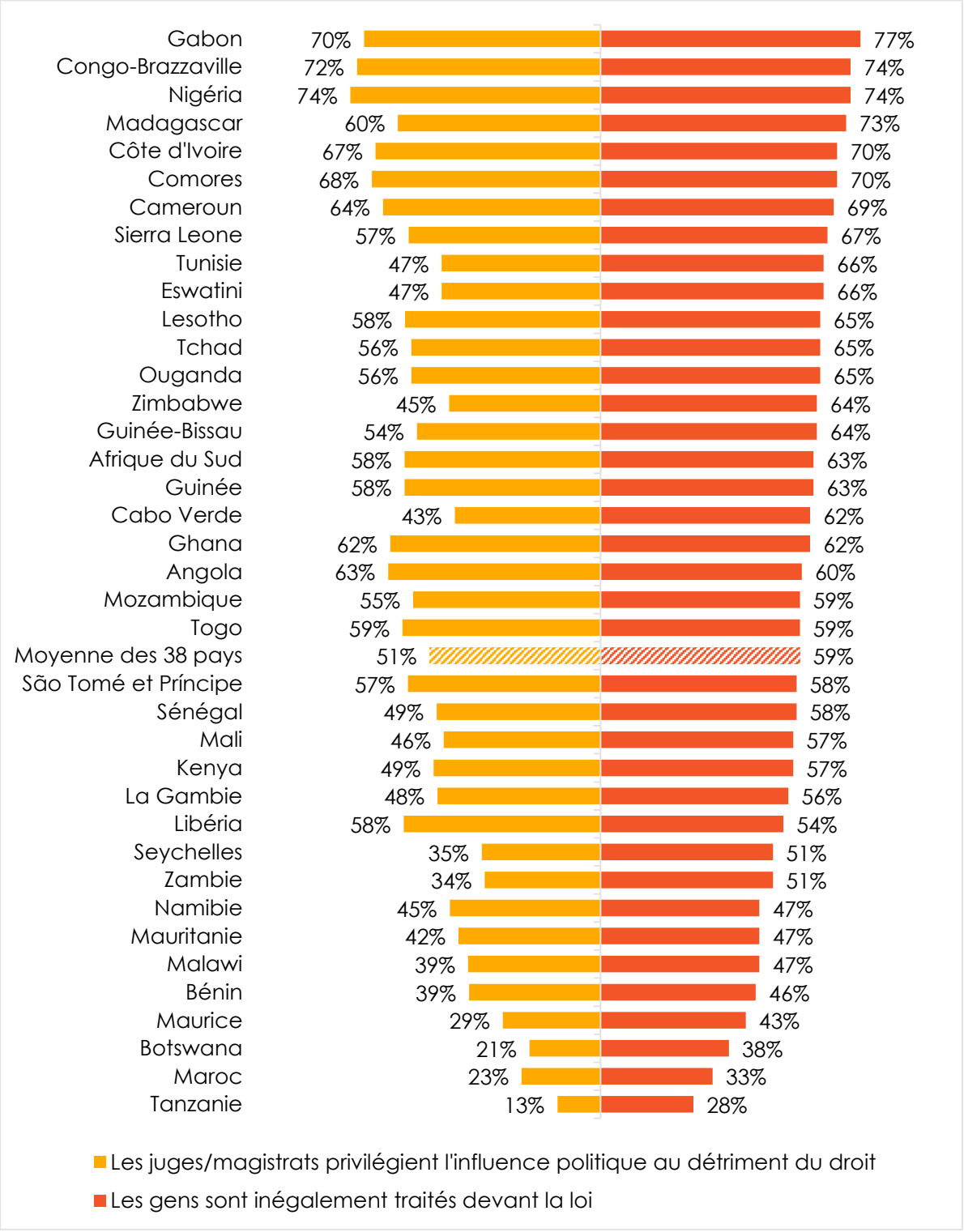
La cohésion dépend aussi de la relation des citoyens avec les institutions étatiques chargées de l'Etat de droit et de l'égalité de traitement. Le sentiment que ces institutions sont indûment influencées par des personnes puissantes ou qu'elles traitent les citoyens injustement peut affaiblir la confiance en l'Etat et la cohésion elle-même (Burchi et al., 2026 ; Mattes & Moreno, 2018). Dans quelle mesure les Africains perçoivent-ils leurs systèmes juridiques comme équitables ?

A travers 38 pays, le sentiment d'inégalité de traitement est largement répandu. En moyenne, six citoyens sur 10 (59%) estiment que les personnes sont « souvent » ou « toujours » traitées de manière inégale par la loi (Figure 21). Et la moitié (51%) affirment que les juges et les magistrats fondent « souvent » ou « toujours » leurs décisions sur l'influence de personnes puissantes plutôt que sur le droit.

Ces deux préoccupations sont souvent liées : Lorsque l'influence indue sur les juges est un problème courant, l'inégalité de traitement l'est également. Ces deux problèmes sont particulièrement répandus au Gabon (où 77% des répondants estiment que les individus sont traités de manière inégale et 70% que les juges privilégient l'influence politique), au Congo-Brazzaville (74% et 72%) et au Nigéria (74% et 74%). A l'inverse, les taux les plus faibles pour ces deux indicateurs sont observés en Tanzanie (28% et 13%), au Maroc (33% et 23%) et au Botswana (38% et 21%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 21 : Perceptions de l'équité juridique | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants : *Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que :*
Les juges et les magistrats décident-ils des affaires en fonction de l'influence des dirigeants politiques, des fonctionnaires ou d'autres personnes puissantes, plutôt qu'en fonction de la loi ?
Les gens sont traités inégalement devant la loi ?
(% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Copyright ©Afrobarometer 2026

Soutien familial et action collective

Les sections précédentes ont examiné la confiance horizontale entre les citoyens et la confiance verticale envers l'Etat – deux facteurs qui peuvent influencer la décision des individus de coopérer ou de se retirer. Cette section s'intéresse aux comportements : Que font concrètement les Africains lorsqu'ils ont besoin d'aide, et agissent-ils collectivement pour le bien commun ?

Lorsque les Africains rencontrent des difficultés financières, la famille est, dans leur grande majorité, leur premier réflexe. En moyenne, à travers 38 pays étudiés, 47% des répondants déclarent avoir sollicité une aide financière de leur famille « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » au cours de l'année précédente, tandis que 33% ont demandé de l'aide à des amis ou des voisins et 12% se sont tournées vers une organisation religieuse ou communautaire. Cette hiérarchie – la famille en premier, les amis et les voisins en second, et les organisations religieuses ou communautaires loin derrière – se vérifie de manière constante dans tous les pays étudiés (Tableau 2).

Malgré cela, l'entraide familiale varie considérablement d'un pays à l'autre. La Namibie (65%), la Guinée (59%), le Gabon (59%) et le Zimbabwe (57%) affichent les taux les plus élevés de sollicitation d'aide auprès des membres de la famille, tandis que les Seychelles (20%) et Maurice (22%) enregistrent les taux les plus faibles. La tendance est similaire pour les amis et les voisins : la Namibie (51%), le Zimbabwe (50%), Madagascar (50%) et l'Ouganda (48%) se situent en tête, et les Seychelles (7%) et Maurice (10%) à nouveau en queue de peloton. Les organisations religieuses et communautaires constituent une source d'aide directe moins fréquente, avec un pic à 23% au Kenya, 21% au Libéria et 20% en Angola. La constance de la famille comme principal filet de sécurité sociale dans des pays présentant des niveaux de développement économique très différents confirme que la solidarité familiale informelle demeure le principal mécanisme permettant aux Africains de faire face aux difficultés économiques, palliant les lacunes des systèmes formels de protection sociale qui ne couvrent qu'une faible part des travailleurs (Verpoorten & Verschraegen, 2008).

Le recours à l'aide familiale varie peu selon le sexe, le lieu de résidence (urbain ou rural) ou la religion (Figure 22). Les jeunes (50%) sont plus enclins à solliciter de l'aide que leurs aînés (39%-46%). Comme on pouvait s'y attendre, les personnes vivant dans une situation de pauvreté modérée (53%) ou élevée (58%) sont beaucoup plus susceptibles de déclarer avoir demandé de l'aide à leurs proches que les personnes plus aisées (17%). Les personnes occupant un emploi à temps plein (39%) sont moins susceptibles d'avoir sollicité l'aide de leur famille que celles occupant un emploi à temps partiel (50%) et les chômeurs en recherche d'emploi (54%).

Se joindre à d'autres pour soulever un problème est une façon pour les citoyens d'agir collectivement pour poursuivre des intérêts publics communs (Burchi et al., 2026).

Environ un sur sept Africains (15%) déclarent avoir participé, avec d'autres, à une action en justice auprès du gouvernement au cours de l'année précédente (Figure 23). L'Ouganda (36%), la Guinée-Bissau (35%) et le Lesotho (34%) arrivent en tête, suivis du Kenya et de la Guinée (25% chacun). Cependant, dans neuf pays, moins d'un sur 10 citoyens font cette déclaration, dont seulement 6% au Congo-Brazzaville et 7% en Tunisie.

Copyright ©Afrobarometer 2026

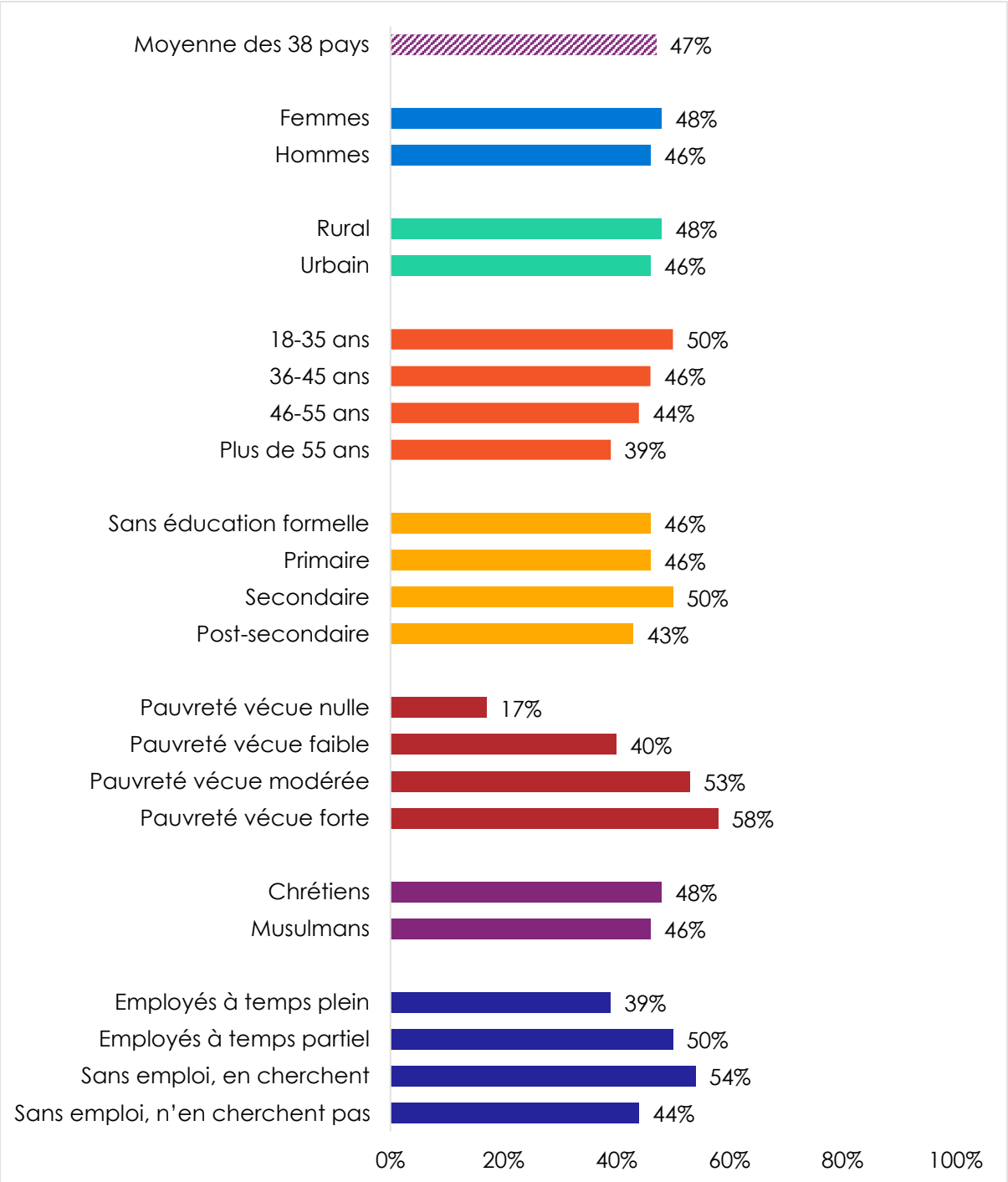
Tableau 2 : Ont demandé de l'assistance au moins une fois | 38 pays | 2024/2025

	Membre de la famille	Ami ou voisin	Groupe religieux ou communautaire
Namibie	65%	51%	16%
Guinée	59%	41%	14%
Gabon	59%	35%	10%
Zimbabwe	57%	50%	17%
Cameroun	55%	42%	16%
Eswatini	55%	39%	18%
Kenya	55%	44%	23%
Ouganda	55%	48%	18%
Mauritanie	55%	42%	10%
Madagascar	53%	50%	15%
Libéria	52%	39%	21%
Sierra Leone	52%	39%	13%
Nigéria	52%	33%	10%
Lesotho	51%	44%	9%
Malawi	51%	44%	12%
Guinée-Bissau	51%	35%	16%
Angola	50%	39%	20%
Togo	49%	32%	13%
Mozambique	49%	35%	10%
Afrique du Sud	49%	33%	13%
Côte d'Ivoire	49%	28%	11%
Congo-Brazzaville	48%	30%	9%
Ghana	47%	30%	9%
Moyenne des 38 pays	47%	33%	12%
Mali	46%	31%	13%
La Gambie	45%	26%	10%
Comores	45%	27%	12%
Zambie	43%	41%	14%
Tunisie	41%	23%	6%
Sénégal	41%	25%	10%
Tchad	41%	30%	12%
Bénin	40%	28%	7%
São Tomé et Príncipe	38%	17%	10%
Cabo Verde	37%	14%	9%
Tanzanie	37%	26%	5%
Maroc	35%	16%	4%
Botswana	34%	28%	12%
Maurice	22%	10%	3%
Seychelles	20%	7%	2%
Clé	>50%	26%-50%	<26%

Questions posées aux répondants : *Au cours de l'année écoulée, avez-vous dû demander de l'aide à l'une des personnes suivantes pour joindre les deux bouts : Membres de la famille ? Amis ou voisins ? Une église, mosquée, un groupe communautaire ou une organisation caritative ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »*

Copyright ©Afrobarometer 2026

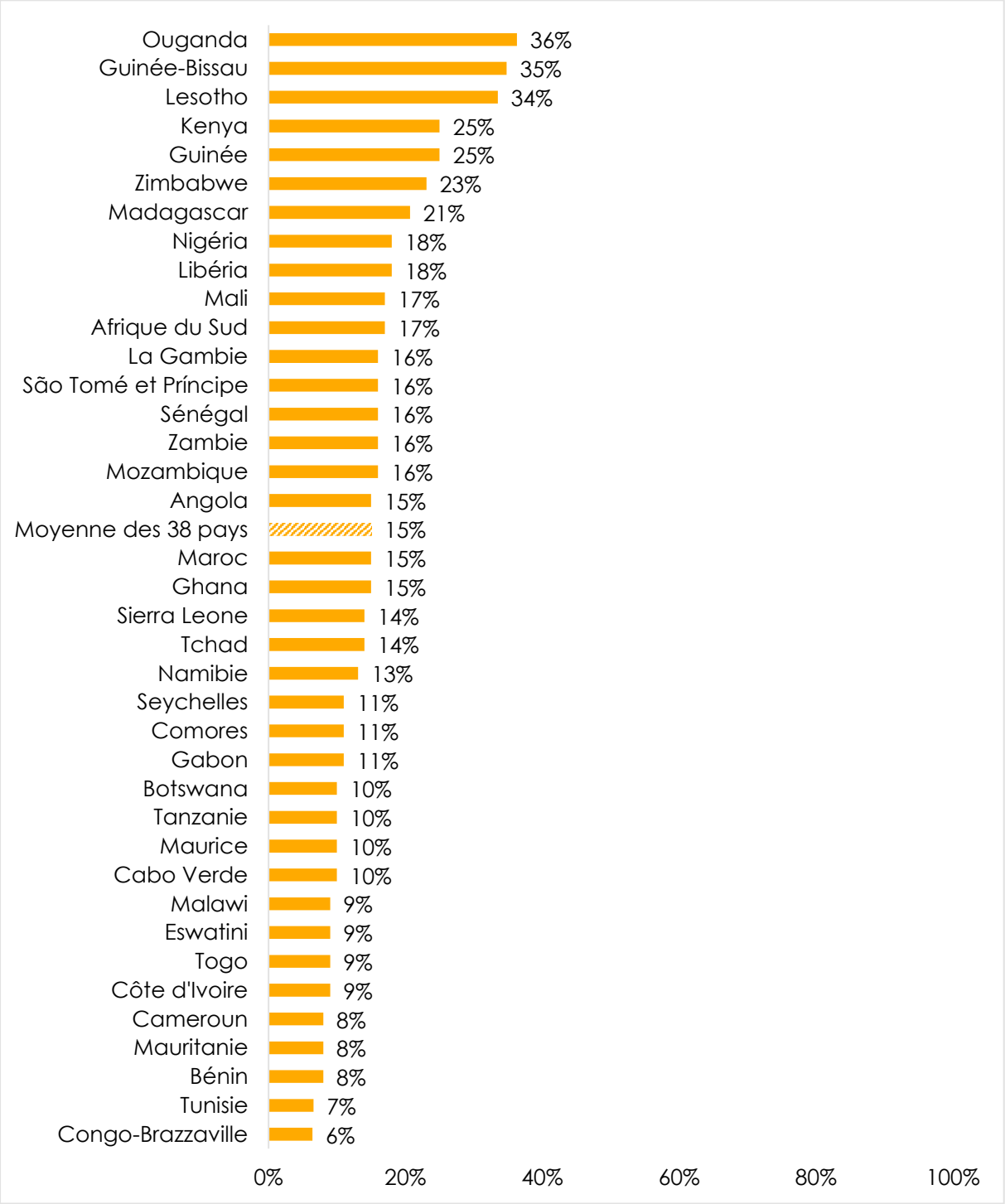
Figure 22 : Ont demandé assistance à la famille | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Au cours de l'année écoulée, avez-vous dû demander de l'aide à l'une des personnes suivantes pour joindre les deux bouts : Membres de la famille ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 22 : Se sont associés à d'autres pour demander une action au gouvernement | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Voici une liste d'actions que les gens entreprennent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement fait l'une de ces choses au cours des 12 derniers mois : Joindre d'autres personnes dans votre communauté pour demander une action au gouvernement ? (% qui disent « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Conclusion

En Afrique, la cohésion sociale est plus forte à l'échelle famliale et s'affaiblit à mesure que le cercle s'élargit. Au-delà de la famille et du voisinage, la confiance mutuelle entre concitoyens et personnes d'origines religieuses ou ethniques différentes est plus fragile, voire en déclin. Nombre d'Africains sont plus tolérants que confiants : Une large majorité acceptent les différences ethniques, religieuses et politiques, même si cette acceptation se restreint pour les réfugiés et disparaît pour les personnes ayant une orientation sexuelle différente.

L'immigration semble révéler une limite des attitudes inclusives : Les Africains sont divisés sur ses avantages, et la plupart préféreraient réduire ou éliminer l'entrée des immigrants et des réfugiés. Ces attitudes constituent un défi pour ceux qui s'efforcent de contrer les discours qui alimentent l'exclusion des étrangers avant qu'ils ne se transforment en politiques ou en violences.

La plupart des Africains attachent autant d'importance à leur identité nationale qu'à leur appartenance ethnique. Chez la minorité de répondants qui se sentent plus attachés à leur identité ethnique, cela ne diminue pas sensiblement leur tolérance envers les autres groupes ethniques, mais s'accompagne d'un sentiment accru d'injustice de la part du gouvernement.

Le sentiment d'un traitement inégal de la part du gouvernement et du système judiciaire est en réalité assez répandu – et constitue un risque important pour la cohésion sociale.

Bien que les pays aient des perceptions et des attitudes différentes, ces tendances générales révèlent un continent où les fondements informels de la cohésion – les liens familiaux et la tolérance envers les différences – sont largement ancrés. Tant les pouvoirs publics que la société civile ont un rôle à jouer pour renforcer la confiance à travers la distance sociale, la confiance dans l'équité des institutions étatiques et l'engagement civique au service du bien commun.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Afrobarometer. (2026). Aperçus africains 2026 : Au-delà des frontières : Regards citoyens sur un ordre mondial en mutation.

Burchi, F., Fiedler, C., Leininger, J., Mross, K., Nowack, D., von Schiller, A., Sommer, C., Strupat, C., & Wingens, C. (2026). Social cohesion: A new definition and a proposal for its measurement in Africa. *Social Indicators Research, 181*, Article 13.

Fukuyama, F. (1999). Social capital and civil society. Document préparé pour la conférence du FMI sur les réformes de seconde génération.

Hu, A. (2017). Radius of trust: Gradient-based conceptualization and measurement. *Social Science Research, 68*, 147-162.

Human Rights Watch. (2026). South Africa: New waves of xenophobic attacks.

Karreth, A. K. (2019). Community policing amidst diversity: Exploring the role of inter-group trust in two Cape Town neighbourhoods. *Journal of Modern African Studies, 57*(4), 497-517.

Krönke, M. (2015). Trends in attitudes toward foreigners in South Africa, 1997-2011. Dépêche No. 44 d'Afrobarometer.

Langer, A., Stewart, F., Smedts, K., & Demarest, L. (2017). Conceptualising and measuring social cohesion in Africa: Towards a perceptions-based index. *Social Indicators Research, 131*(1), 321-343.

Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Mattes, R., & Moreno, A. (2018). Social and political trust in developing countries: Sub-Saharan Africa and Latin America. In E. M. Uslaner (Ed.), *The Oxford handbook of social and political trust* (pp. 357-382). Oxford University Press.

Mpako, A., & Ndoma, S. (2026). South Africans oppose immigration, express mixed attitudes toward foreigners. Dépêche No. 1108 d'Afrobarometer.

OCDE & Union Européenne. (2018). Settling in 2018: Indicators of immigrant integration.

Owusu, F. S., & Malephane, L. (2024). Cohésion sociale : Un amalgame africain de tolérance imparfaite et de confiance prudente. Dépêche No. 871 d'Afrobarometer.

Reuters. (2026a). Xenophobic attacks are hurting South Africa's image abroad, says minister. 15 juin.

Reuters. (2026b). Anti-migrant protests risk economic blowback for South Africa. 10 juillet.

Verpoorten, R., & Verschraegen, G. (2008). Formal and informal social protection in sub-Saharan Africa: A complex welfare mix to achieve poverty and inequality reduction.

Vollhardt, J. K., Migacheva, K., & Tropp, L. R. (2009). Social cohesion and tolerance for group differences. In J. Rivera (Ed.), *Handbook on building cultures of peace* (pp. 139-152). Springer.

Wortmann-Kolundžija, E. (2023). Contextualising social cohesion I: An overview of concepts in Africa. Document de Réflexion (20/2023), German Institute of Development and Sustainability.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain des rounds 10 et précédents d'Afrobarometer

Pays	Travaux de terrain du Round 10	Précédents rounds d'enquêtes
Afrique du Sud	Juin-août 2025	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021, 2022
Algérie	-	2013, 2015
Angola	Mars-avril 2024	2019, 2022
Bénin	Jan.-fév. 2024	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2022
Botswana	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Burundi	-	2012, 2014
Cabo Verde	Août-sept. 2024	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019, 2022
Cameroun	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Comores	Mai-juin 2025	N/A
Congo-Brazzaville	Sept.-oct. 2024	2023
Côte d'Ivoire	Jan. 2024	2013, 2014, 2017, 2019, 2021
Egypte	-	2013, 2015
Eswatini	Avril-mai 2025	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Gabon	Avril-mai 2024	2015, 2017, 2020, 2021
La Gambie	Avril-mai 2024	2018, 2021, 2022
Ghana	Août 2024	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Guinée	Mai-juin 2024	2013, 2015, 2017, 2019, 2022
Guinée-Bissau	Juil.-sept. 2025	N/A
Kenya	Avril-mai 2024	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019, 2021
Lesotho	Mars 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Libéria	Juil.-août 2024	2008, 2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Madagascar	Oct.-nov. 2024	2005, 2008, 2013, 2015, 2018, 2022
Malawi	Août 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Mali	Oct.-nov. 2024	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Maroc	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Maurice	Avril-mai 2024	2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Mauritanie	Déc. 2024-jan. 2025	2022
Mozambique	Juil-sept. 2025	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021, 2022
Namibie	Mars 2024	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2021
Nigéria	Juin-juil. 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020, 2022
Ouganda	Jan.-fév. 2024	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
São Tomé et Príncipe	Sept.-nov. 2024	2015, 2018, 2022
Sénégal	Fév.-mars 2025	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021, 2022
Seychelles	Août 2024	2022
Sierra Leone	Mars-avril 2025	2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Tanzanie	Juin-juil. 2024	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tchad	Fév.-avril 2025	N/A
Togo	Juil. 2024	2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tunisie	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2020, 2022
Zambie	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Zimbabwe	Juin 2024	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022

Copyright ©Afrobarometer 2026

Tableau A.2 : Pays d'Afrobarometer par région

Région	Pays
Afrique Centrale	Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, Tchad
Afrique de l'Est	Comores, Kenya, Madagascar, Maurice, Ouganda, Seychelles, Tanzanie
Afrique du Nord	Maroc, Mauritanie, Tunisie
Afrique Australe	Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe
Afrique de l'Ouest	Bénin, Côte d'Ivoire, Cabo Verde, La Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Nigéria, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Togo

Copyright ©Afrobarometer 2026

Maakwe Cumanzala est doctorante en économie et politiques publiques à Tufts University, dans le cadre du programme Neubauer Family. Email : mcumanzala@afrobarometer.org.

Dominique Dryding est responsable du renforcement des capacités d'Afrobarometer (niveau basique) Email : ddryding@afrobarometer.org.

Ariel Astant Tianjoky est consultant pour COEF-Ressources, le Partenaire National d'Afrobarometer à Madagascar. Email : ariel.astant@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 Partenaires Nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya, et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le Think Africa Partnership de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

Dépêche No. 1227 d'Afrobarometer | 3 septembre 2026

Copyright ©Afrobarometer 2026